

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 9 JUIN 1978 - N° 715

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

RENAULT FLINS RELANCE LE COMBAT



● L'atelier des presses réoccupé ● Débrayage massif et manifestation dans l'usine jeudi matin.

- Cléon : aspiration des grévistes à diriger leur lutte
- Sandouville : la question de l'occupation est posée
- Douai : les presses paralysées

Lire nos reportages en pages 6 et 7

Prison et amendes
contre
les radios libres

MAINS BASSES SUR LES ONDES



L'Assemblée a adopté un projet de loi prévoyant la répression des radios libres ; un mois à un an de prison, de 10 000 à 100 000 francs d'amende pour «diffusion» en dehors du monopole.

En même temps la commission des affaires culturelles prépare un rapport en vue de permettre la création de «Radios locales» sous le contrôle du monopole donc du pouvoir. Il s'agit avant tout d'éliminer les radios remettant en cause cette domination.

Lire en page 10

Douai : un patron de choc libéré

Le patron qui avait licencié 5 délégués à la suite d'une grève a été relâché par la Cour de Douai après avoir été condamné à un an de prison par le tribunal de Béthune.

Corse : son «âme profonde» est étrangère à Giscard

Lire en page 2

Washington Moscou : tension confirmée

Le discours de Carter sur les relations entre USA et URSS confirme la tension entre les deux superpuissances. Tout en affirmant qu'il souhaitait la «coopération» il annonce un renforcement du potentiel militaire des Etats-Unis. De son côté, l'agence TASS à Moscou a répondu dans le même sens.

Sahara : avions français sur Oum Dreiga

Des avions Breguet Atlantic français participent à une opération de ratissage lancée par l'armée marocaine à Oum Dreiga, en plein cœur du Sahara

Giscard en Corse

Quelques points de repère récents

La lutte contre la pollution des boues rouges de la Montedison : Pour exiger la fin des rejets des boues rouges, les pêcheurs bloquent les ports le 17 février 1973. A Bastia, de violents incidents opposent les forces de l'ordre aux manifestants.

Janvier 74 : Affaire Stromboni, président de la jeune chambre économique, accusé de destruction d'édifices. Manifestations de solidarité.

21 août 1975 : Des militants de l'ARC (Association pour la Renaissance de la Corse), dont Edmond Siméoni, occupent les caves d'un cumular à Aléria. CRS et gendarmes mobiles donnent l'assaut. Deux gendarmes sont tués, plusieurs autonomistes blessés. L'ARC est dissoute. Une semaine plus tard, à Bastia, une manifestation de protestation contre cette dissolution se termine par de violents affrontements. Un CRS est tué.



17 mai 1976 : Procès Siméoni. Opération île morte (grève générale de la Corse) très suivie.

24 juin : Siméoni condamné à cinq ans de prison dont trois ferme.

21 août : Max Siméoni, frère d'Edmond, dynamite une cave à Ghisonnaccia et prend le maquis.

14 janvier 1977 : Libération conditionnelle d'Edmond Siméoni.

7 septembre 1977 : Le FNLC revendique la destruction au sol d'un Boeing d'Air France.

Fin septembre : Un légionnaire déserteur assassine deux bergers. La population manifeste pour exiger le départ de la Légion. Le groupe d'instruction de la Légion étrangère est transféré sur le continent.

13 août 1977 : Le relais de télévision de Bastia est détruit. Le FNLC revendique l'attentat.

27 septembre : Max Siméoni se constitue prisonnier. Il est remis en liberté provisoire le 17 décembre.

Depuis le 1^{er} janvier 1978, plus de 150 attentats. En mars, les combinaisons des clans donnent à la Corse quatre députés RPR. Plusieurs de ces élections sont contestées...

La «Charte» de 75 : moins de la moitié des promesses tenues

En avril 74, le candidat Giscard avait surpris en formulant à Ajaccio un certain nombre de promesses concernant le développement de la Corse. Peu de temps après son élection, il confie à Libert Bou, président de la mission interministérielle pour l'aménagement de la Corse, le soin de réaliser une charte, qui indiquerait de manière précise ce qui doit changer en Corse, quand, et comment. Présentée aux différentes assemblées régionales en juin, cette charte est finalement adoptée le 4 juillet 1975 par le Conseil régional. Curieusement, le conseil des Ministres du 9 juillet, qui prend les mesures définitives, ne parle plus de charte. Libert Bou reconnaît alors que «l'Etat n'avait pas à conclure un pacte quelconque avec une partie de la population française».

Il faut alors attendre le début de 1976 pour que la délégation à l'aménagement du territoire transmette «l'ordre présidentiel» d'application. Qu'en est-il aujourd'hui de cette charte, qui n'en est plus une, et dont beaucoup de Corses disaient déjà qu'elle ne répondait pas à leurs besoins ? Moins de la moitié des mesures concrètes annoncées ont été réalisées. Si des modifications ont pu être notées dans des domaines comme le tourisme et l'environnement quasiment rien n'a été fait pour ce qui est de l'industrialisation, ou de l'emploi. Que voulait donc dire Giscard en mai 77 dans l'Express quand il disait que «la situation a été modifiée et redressée en profondeur ?»

DES PROBLEMES QU'IL PRÉTEND RÉSOLU PAR LA RÉPRESSION

● Arrivé mercredi après-midi à Ajaccio, Giscard a commencé par passer en revue les légionnaires : opération Kolwezi oblige ! Malgré tout le soin apporté par la municipalité pour assurer le succès de cette journée, les Ajacciens ne se sont pas déplacés en foule. Beaucoup de femmes, d'enfants et de personnes âgées dans le public qui a écouté le discours résolument optimiste du maire Charles Ornano : «Certains problèmes de la Corse et non des moindres sont résolus, d'autres sont en voie de l'être et pour le reste je suis persuadé qu'ils le seront bientôt... Pour sa première étape, Giscard ne pouvait trouver notable plus inconditionnel.

Le discours de Giscard, ensuite, n'avait rien d'inattendu : «Je suis venu sentir vibrer l'âme profonde de la Corse», c'était la réaffirmation de

l'unité nationale et la présentation des «élus du suffrage universel» (et des combines des clans) comme seuls interlocuteurs valables. Ce jeudi, le voyage se poursuit à Sartène. Grossetto Levie, et retour à Ajaccio ou un discours annoncé comme «important» doit être prononcé.

Quelques heures avant le discours présidentiel, les 17 personnes suspectées par la police d'appartenance au FNLC étaient embarquées presque en cachette à Bastia, vers le continent. C'est en tout 24 personnes (7 arrêtées que le continent) qui sont poursuivies devant le Cour de Sûreté de l'État. Dans la nuit de mercredi à jeudi, un Corse qui n'était sans doute pas de l'avis de Charles Ornano a fait sauter, à Calvi, la voiture personnelle du colonel Erulin, chef des paras français au Zaïre.



Manifestations à Ghisonnaccia en septembre 1976.

«Tourisme à l'île de Beauté» : derrière le dépliant publicitaire, c'est la misère d'un peuple qui se cache. Depuis vingt ans maintenant, le pouvoir central «s'y intéresse». Les Corses ont payé cher cette sollicitude.

En 1957, a été constituée la SOMIVAC (Société de Mise en Valeur Agricole de la Corse), dont l'activité a consisté à aménager la plaine orientale, en créant un réseau routier et une infrastructure électrique et hydraulique, en rachetant des terres pour accroître la surface cultivable, en proposant des lots avec fermes et hangars tout prêts. Le problème, c'est que l'accès à ces terres a été très largement bouché aux jeunes agriculteurs corses. Très rapidement, les pieds-noirs d'Algérie ont accaparé une grande partie de ces terres, cependant que les petits agriculteurs de l'île se voyaient refuser les crédits qui leur auraient été nécessaires. De multiples entraves étaient mises à l'octroi de ces crédits : il fallait donner des garanties, connaître les méthodes modernes d'exploitation... Ce plan, prévu officiellement pour développer

l'agriculture corse, a profité pour l'essentiel à des cumulars et accéléré la disparition des petits agriculteurs. Parallèlement, l'extension des cultures dans la plaine orientale a contraint les bergers à déplacer leurs zones de pâturage vers la montagne.

En même temps, était mise en place la SETCO, société pour le développement touristique de l'île de la Corse, avec des capitaux d'Etat. Cette société s'est illustrée par des projets de mise sur pied de grands complexes touristiques, totalement coupés de la vie locale, vivant de façon autonome... et important la plus grande partie de l'alimentation et des services nécessaires. Bel avantage pour le développement de l'économie locale !

Les luttes de paysans ont fait reculer de tels projets, et la SETCO a disparu. Ce qui ne veut pas dire pour autant que les requins de l'immobilier aient été boutés dehors. A l'heure actuelle, plus de la moitié du littoral corse est aux mains des promoteurs, de grosses sociétés comme Rothschild ou ITT (par

l'intermédiaire de Shera-ton).

Le problème des transports est aussi un des plus cruciaux. Tant celui des transports intérieurs : les petites voies ferrées de montagne, menacées de fermeture parce que non rentables, que les liaisons avec le continent.

Le développement relatif des transports maritimes et aériens a abouti à l'invasion de la Corse par les produits du continent, dont la concurrence met en difficulté l'économie locale, plus faible. Pour le trafic voyageurs, les choses ont plutôt empiré : pour rentrer en Corse pendant la saison touristique, les habitants de l'île ont de grandes difficultés en raison de l'afflux des touristes.

La conséquence logique de cette situation économique de l'île, c'est l'exode. Le nombre de Corses vivant sur le continent est d'au moins 500 000 ; certaines estimations vont jusqu'à 800 000.

Les tentatives pour nier l'identité culturelle de la Corse se heurtent à la résistance d'une large partie de la population. Au niveau du pouvoir central,

la langue corse a longtemps été considérée comme un patois, que l'on pouvait à la rigueur étudier, en option facultative, si on faisait des études d'italien. Une université doit tout de même être construite à Corte, mais elle avait été promise initialement pour 1977.

Les armes du gouvernement pour maintenir son emprise sur l'île sont constituées par le système des clans, système séculaire par lequel des notables s'allient une clientèle électorale par toute une série de faveurs. Les deux principaux clans rivaux sont ceux du RPR, le clan Rocca-Serra, et le clan radical (de gauche) Giacobini qui concourent de façon différenciée au maintien de l'ordre existant. Mais les travailleurs corses rejettent de plus en plus massivement ce système.

Et quand cela ne suffit plus, c'est la répression ouverte comme aujourd'hui avec le débarquement massif des CRS sur l'île et les dizaines d'arrestations opérées. Sans compter le maintien de la Légion, dont la population corse exige le départ.

Le premier ministre à la radio

BARRE : LA MENACE A LA BOUCHE

«Liberté du travail» ! C'est ce slogan éculé, mille fois répété par la bourgeoisie quand elle réprime les luttes ouvrières, qui servait jeudi matin de couverture au premier ministre, interviewé sur la radio d'État, pour justifier l'entrée des flics à la Régie Renault. «Combien y avait-il de gens qui occupaient l'usine ? (...) À Flins, quelques centaines sur 20 000 travailleurs ; à Cléon, quelques centaines sur 8 000 travailleurs. Reconnaissance d'entrave à la liberté du travail. Une décision de justice est exécutée. Mais où irons-nous si les entraves à la liberté du travail sont maintenant considérées comme l'expression d'un droit au sein de l'entreprise ! Vous croyez que c'est ainsi que les entreprises françaises vont fonctionner !»

Monsieur Barre, premier ministre si bien informé, n'ignore pas qu'à Flins, l'atelier des presses, seul occupé, l'était par l'ensemble des ouvriers qui y travaillent. Il sait évidemment qu'à Cléon, des votes répétés de l'ensemble des travailleurs ont décidé de l'action à mener, et de ses modalités. N'importe quel mensonge lui est bon pour couvrir l'entrée dans l'entreprise de ses chiens de garde. De plus, sa déclaration, par le parallèle



qu'elle fait entre les deux usines, est une menace directe contre les ouvriers de Cléon, qui se trouvent soumis à «une décision de justice» du même ordre que celle de Flins.

LES MÉANDRES DE LA NÉGOCIATION

La détermination de ce pouvoir est claire : profiter de sa courte victoire électorale pour briser dans l'oeuf toute manifestation de contre-offensive de la classe ouvrière, à l'heure où il aggrave sur tous les plans la situation des masses. Les discours sur l'ouverture sociale, agités au lendemain des élections,

sont maintenant mis à l'épreuve. Chacun peut bien voir ce qu'a rapporté la manière dont les confédérations se sont précipitées dans les anti-chambres gouvernementales et patronales pour les soi-disantes «négociations» : en même temps qu'il parlait ainsi de Renault, le premier ministre n'indiquait-il pas que le processus se poursuit, maintenant au niveau du ministre de l'Industrie, après être passé par Giscard et par lui-même. Quand Maire et Séguin en seront à rencontrer le sous-sous-directeur du cabinet de Boulin, on apprendra enfin qu'ils ont victorieusement arraché un

franc symbolique autour du tapis vert.

LES FRANÇAIS... LES FRANÇAIS...

Non, il y en a assez d'entendre le professeur d'économie qui nous gouverne, gonflé de suffisance, expliquer docement, comme il l'a encore fait jeudi matin pendant une heure, que la hausse de l'indice, cela ne compte pas, du moment que les «facteurs profonds de l'inflation» ne sont pas en jeu ; de l'entendre répéter que l'emploi est sa «préoccupation première» pour refuser une minute après de se prononcer sur la perspective d'un million et demi de chômeurs (officiels) à la fin de l'année. De l'écouter prétendre que la hausse de l'impôt sur l'essence fait partie de la «pause fiscale», et qu'il servira à payer les chômeurs...

«Les Français comprennent», «Les Français doivent comprendre», aime-t-il répéter jusqu'à l'écoeurement. Oui, eh bien les travailleurs comprennent une chose : c'est que ceux de Renault, aujourd'hui, leur montrent la voie. La seule voie possible pour faire dérailler le disque rayé du meilleur serviteur du patronat.

Services d'éditions du PCF

SECTION CGT CONTRE LA DIRECTION

● La section CGT des cadres commerciaux du Livre Club Diderot et de Serviclub Messidor, entreprises directement dirigées par le PCF, vient de réaffirmer dans une lettre adressée au Monde son opposition aux licenciements et à la manière dont la direction du PCF s'y prend pour «restructurer» ses entreprises.

La section CGT explique notamment que les projets de restructuration n'ont à aucun moment été discutés. Elle précise que par trois fois, des délégations syndicales ont été reçues par Guy Hermier, membre du BP. Ces rencontres n'ont rien donné. La section CGT conclut ainsi sa lettre : «Où est dans tout cela l'esprit du 22^e congrès dans une de ses applications concrètes, la gestion démocratique dans l'entreprise ? Ce que nous constatons dans la réalité, c'est un esprit et un climat de manœuvres «grandes et petites» ; — avant toute «négociation» annonce d'une liste de cadres à rejeter (liste très «étudiée») — contre-vérités, affirmations démenties par la réalité.

Nous sommes engagés aujourd'hui dans une nouvelle étape pour sauver l'emploi de plusieurs dizaines de salariés qui ont contribué à la forte expansion de l'entreprise ; — Promouvoir une certaine conception de la vie démocratique dans une entreprise du PCF.

Depuis sa défaite électorale, le PCF est amené à revoir son secteur financier. Celui-ci misait pour une large part sur une accession du PCF au pouvoir, avec tout ce que cela comporte d'avantages politiques, mais aussi financiers. Aujourd'hui, l'heure est à l'économie. C'est dans ce cadre que s'inscrit la réorganisation des services d'éditions et de diffusions, mais aussi la dispa-

rition du Point du Jour, quotidien du PCF pour la région Rhône-Alpes, la suppression de la fête de Paris — qui faisait double emploi avec la très lucrative fête de l'Huma —, ou la commercialisation à outrance des fêtes départementales. Précisons que le chiffre d'affaire des services d'éditions et de diffusions du PCF atteignait 5 milliards de centimes en 1977.

Les licenciements rendus possibles par cette restructuration touchent directement les oppositionnels. C'est le cas au Point du Jour, c'est le cas à la Marseillaise — qui connaît également des difficultés financières dues à la faible diffusion, c'est le cas à Pif le chien, c'est aussi ce que sous-entend la section CGT du Livre-club Diderot. Enfin, comment ne pas être d'accord avec cette section CGT qui s'interroge, à partir de ce qu'elle subit, sur la conception de la «gestion démocratique» qui est celle du PCF ?

UN CONCOURS POUR LES DIFFUSEURS DE L'HUMA 7 JOURS.

A la fête de l'Huma, un poste de vente de «L'Huma 7 jours» pour chaque organisation du PCF en Alsace et Moselle, c'est l'idée lancée par notre comité directeur lors de sa dernière réunion...

C'est pourquoi L'Huma 7 jours a décidé de lancer lors de la fête du journal au Wacken le 18 juin un grand concours de diffusion, individuel et par cellules, qui sera couronné par des prix de valeur, tel un voyage en RDA à Pâques 79.

Avis aux amateurs !

Décidément, le moral doit être bien bas chez les diffuseurs de L'Huma 7 jours pour que le comité directeur du PCF en arrive à ce genre de stimulants !



MAI 68 au jour le jour

9 juin 1968

A Paris, Pompidou et Mitterrand parlent

Le monde politique s'agite. C'est le dernier jour avant le dépôt des candidatures pour les élections de la fin du mois. Chacun y va de sa déclaration. Pompidou fait une conférence de presse, véritable début de la campagne électorale de l'UDR. Il insiste sur le fait que celle-ci n'est pas un parti, «mais un vaste rassemblement».

Mitterrand aussi parle, à Europe 1. Pour lui, la FDGS «est la seule formation politique offrant la troisième voie entre le capitalisme et le communisme».

Amnistiés depuis quelques jours, les supports de l'OAS Bidault et Soustelle annoncent qu'ils soutiendront le centre ou la fédération.

Au même moment, à Sochaux, la maîtrise prépare activement la reprise du travail, qui, espère la direction, doit avoir lieu dès lundi. On sait que ce sera un échec.

A Flins, on se bat



Pendant toutes ces manigances, travailleurs et étudiants continuent à affronter les CRS et les gardes mobiles autour de Flins. Voici des témoignages, publiés le lendemain par le comité d'Action Populaire d'Aubergenville.

«Monsieur D... était en train de parler avec les ouvriers sur le pont enjambant l'autoroute, lors de la charge des gardes mobiles. Monsieur D. s'est jeté dans le fossé, abandonnant sa mobylette, dont les pneus ont été crevés par les policiers. M.D., voulant intervenir, a été menacé de matraquage.

Au centre commercial des enfants et adolescents qui étaient sur l'aire de jeux, pris de panique à l'arrivée des gardes mobiles, se réfugient dans les immeubles ; certains ont été brutalisés.

Samedi matin, après le ratissage de la nuit, deux étudiants qui dormaient dans leur voiture au centre commercial sont arrêtés et matraqués par les gardes mobiles. (Ont-ils été dénoncés ?)

Un manifestant est arrêté puis matraqué dans le petit jardin, derrière l'immeuble 11-13 rue des Fleuriottes.

Denis E., habitant à Elisabethville, travaillant à la SNCF, a été matraqué à la face et aux reins, il est actuellement à l'hôpital de Mantes dans un état grave.

Grâce aux contacts ainsi établis, nous précisons le but et l'action de notre comité :

Aide matérielle aux grévistes et à leur famille, sous forme de B :

— ravitaillement aux prix les plus bas
— aide en nature ou en espèces, selon les cas d'urgence et dans la limite de nos moyens et possibilités actuelles.

— informer notre cité sur les événements actuels afin de pallier et combattre la carence des informations officielles.

Nous insistons sur le fait que notre comité n'a pas d'appartenance politique et reste ouvert à tous ceux qu'unit une même volonté de justice et d'objectivité.

Fête de la rencontre français-immigrés 10-11 juin 1978 Centre culturel de Chelles

Les 10 et 11 juin 1978, les travailleurs résidant dans les foyers SONACOTRA et les cités de transit Logirep-SONACOTRA, et les travailleurs en lutte dans les foyers AFRP, ADEF, AFTAM, etc. organisent au centre culturel de Chelles, une grande rencontre culturelle d'unité et de solidarité entre travailleurs immigrés de toutes nationalités et français.

Notre fête doit être l'occasion d'informer et de discuter avec tous les travailleurs de la riposte urgente et nécessaire à opposer aux projets fascistes et réactionnaires de Stoléro et de la SONACOTRA.

SUR L'AIDE PERSONNALISÉE AU LOGEMENT (APL) ET L'AIDE TRANSITOIRE AU LOGEMENT (ATL) :

Notre position est claire : l'APL, comme l'ATL, ne correspondent pas à notre revendication sur les loyers.

Ce que nous demandons, ce n'est pas qu'on nous «aide» à accepter n'importe quel loyer exorbitant et n'importe quelle majoration fantaisiste.

Ce que nous réclamons, c'est le rééquilibrage des tarifs et leur adaptation aux conditions offertes. C'est la structure des tarifs qui doit être fondamentalement modifiée pour ne tenir compte que des seules charges effectives et justifiées.

Or, l'APL, c'est la porte ouverte à l'arbitraire des tarifs fixés par les sociétés gestionnaires qui sont, elles, les véritables bénéficiaires de l'aide venant du FAS (donc de notre argent).

D'autre part, l'APL et l'ATL introduisent la discrimination entre les résidents : elles partent des ressources personnelles de chacun, alors que le logement est uniforme pour tous : les 4 000 F de salaire, comme les 1 800 F de salaire, couchent tous dans 6,5 m² de chambre, subissent le même règlement intérieur et le non respect des conditions d'hygiène et de sécurité.

L'APL, pour être juste, devrait être uniforme et indexée aux tarifs et à leurs variations.

SUR LES PRÉPARATIFS DE RÉPRESSION PENDANT L'ÉTÉ :

Le mardi 23 mai 1978, Stoléro a réuni les états généraux des sociétés et associations gestionnaires de foyers pour :

- ordonner une augmentation de 6,5 % générale dans tous les foyers, à faire homologuer par la Direction Départementale de la Concurrence et des Prix.

- régler les détails de la relance des saisies sur salaires contre les travailleurs ;

- envisager des mesures «énergiques» pour «arrêter le conflit» et neutraliser les «meneurs nationaux».

Cela veut dire que profitant des départs massifs pour les vacances, Stoléro va engager, de concert avec les tribunaux et la police qui auront reçu des ordres précis, une vague de répression sans précédent contre les milliers de travailleurs en grève pour leurs revendications légitimes, en les expulsant des foyers, comme aujourd'hui les CRS envahissent les usines en grève pour arrêter et évacuer les travailleurs !

Cela veut dire que Stoléro va s'engager dans une nouvelle escalade d'expulsions hors de France des disant «meneurs» pour «troubler de l'ordre public» !

Camarades travailleurs, aujourd'hui plus que jamais, le Comité de coordination des foyers SONACOTRA en grève vous appelle à redoubler de vigilance, à renforcer la mobilisation et à vous tenir prêts à riposter, comme par le passé, à toutes les menées répressives de la SONACOTRA et du pouvoir, pour que vive notre lutte jusqu'à la satisfaction complète de nos revendications.

Extraits d'un appel du Comité de Coordination des Foyers Sonacotra en grève

Le Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève depuis 41 mois organise avec le Comité des locataires de la cité Logirep des Coudreaux, le Centre socio-éducatif LPS, et le Centre d'action culturelle de Chelles, une fête de la «Rencontre Français-immigrés» :

Samedi 10 juin de 14 h à 24 h
Au centre culturel de Chelles
Place des Martyrs de Chateaubriant
77 500 CHELLES
Tel : 421 20 36

Pour y aller :
Bus 113 N : départ Nogent-sur-Marne. Arrêt terminus.
RER : descendre à Neuilly-sur-Marne puis bus 113 N.
SNCF : départ gare de l'Est. Arrêt Chelles.

IL Y A UN AN ETAIT ASSASSINÉ PIERRE MAITRE

● Le 5 juin 1977, il y a un an, Pierre Maître, ouvrier aux V.M.C. (Verreries Mécaniques Champenoises) tombait à Reims sous les balles d'un commando fasciste venu de Citroën et dirigé par Lecomte, membre du SAC, qui blessait en outre gravement Pernensen, secrétaire de la section CGT et Raymond Richard, syndiqué CGT qui participait avec Pierre Maître au piquet de grève.

Le 5 juin 1978, en fin d'après-midi, à l'appel de la CGT et de la FEN, les travailleurs se rassemblent devant les VMC : ils arrivent avec des bouquets de fleurs, les délégations d'entreprises portent gerbes et couronnes.

Séguy et Marcel Caille (auteur de l'ouvrage *L'assassin était chez Citroën*) sont présents.

Devant environ 2 000 travailleurs, Serge Maury, secrétaire par intérim de la section CGT des VMC (à cause de ses blessures, Pernensen n'a toujours pas pu reprendre son travail) rappelle les circonstances de l'assassinat de Pierre Maître, il affirme que jamais la CGT de VMC n'oubliera cette nuit du 5 juin 1977.

Il dénonce l'attitude de la direction de VMC qui, dans un premier temps, sous la pression des travailleurs, avait

proposé d'apposer une plaque commémorative sur le mur de l'usine, là où Pierre Maître est tombé, mais à deux conditions : que cela soit fait au nom de la direction de VMC et que surtout il n'y ait aucune référence aux circonstances de l'assassinat et qu'en particulier les termes «assassiné par un commando fasciste» n'y figurent pas. Conditions inacceptables.

La CGT de VMC avait alors demandé au maire de Reims l'autorisation d'ériger une stèle sur le trottoir, à quelques mètres de l'entrée principale de l'usine, à l'endroit mé-

me où se tenait Pierre Maître le soir du 5 juin 1977.

Après avoir réclamé la dissolution de la CFT et affirmé que les violences ne servaient pas les travailleurs, G. Séguy a dévoilé le monument de marbre sur lequel les mots suivants sont gravés : «Le 5 juin 1977 est tombé Pierre Maître, militant de la CGT assassiné par un commando fasciste alors qu'il luttait pour la liberté et le progrès social».

Et c'est en cortège que les travailleurs se sont rendus à l'endroit où a eu lieu l'inauguration de la rue Pierre Maître : rue Pierre Maître, militant syndical assassiné le 5 juin 1977.

Pourtant la déception se lisait sur de nombreux visages : «On s'attendait à avoir plus de monde» nous ont dit des ouvriers de la VMC. «Surtout il y a peu d'ouvriers de l'usine, les débrayages ont pourtant été bien suivis.» «L'affaire a été étouffée

pendant un an ; il n'y a pas 15 jours, les ouvriers de VMC se demandaient s'il se passerait quelque chose aujourd'hui.» «C'est le maire et quelques responsables syndicaux qui se sont occupés de tout ; nous, on n'a jamais été dans le coup» nous dit un gars de VMC.

D'autres questions donnent un goût d'amertume à la cérémonie : pourquoi la Marseillaise, pourquoi les drapeaux tricolores entourant la stèle ? Pierre Maître serait-il «mort pour la France» ?

Les exactions contre les piquets de grève n'ont pas cessé depuis le 5 juin 1977. Comment y répondre, quels moyens se donner ? Questions essentielles qui n'ont pas été abordées dans les discours ; mais qui sont présentes chez les travailleurs.

Y répondre, c'est poursuivre le combat pour lequel Pierre Maître est tombé.

Corrs. REIMS

Malville

LES OUVRIERS DE FOUGEROLLE EN GREVE DEPUIS UN MOIS

Sur le site de la centrale nucléaire de Malville, les ouvriers de Fougerolle poursuivent la lutte entamée le 8 mai. Il y a une quinzaine de jours, une réunion a eu lieu avec la direction, à la demande de la CGT. Le patron du chantier propose 0,45 F de l'heure, au 1-4, la même augmentation au 1-7 et au 1-10-78, à la place des 3 % supplémentaires aux mêmes dates proposés le 18 mai, (qui sont inférieurs aux 10 F par jour de travail et au 1 % tous les trois mois proposés initialement, avant le début du conflit). La seule différence (0,45 F de l'heure = 3 % pour 15 F de l'heure), c'est que les ouvriers ayant des salaires inférieurs à 15 F de l'heure sont un peu plus favorisés qu'avec 3 %.

Lundi 29 mai, réunion

avec un nouvel inspecteur du travail, remplaçant l'habituel en vacances. Celui-ci va voir la direction, qui refuse de négocier sur la revendication de 60 F de déplacement par jour calendaire, avec 50 % des jours de grève payés.

Depuis 4 semaines que dure la grève, la question de la solidarité est particulièrement importante : Fougerolle a les moyens de tenir. L'an passé, les travailleurs de Fougerolle, au Grand Chatelard près de Saint Jean de Maurienne ont dû faire 45 jours de grève pour obtenir 350 F minimum d'augmentation ! Et aujourd'hui, les propositions de la direction sont inférieures à celles qu'elle avait faites, en échange d'une éventuelle paix sociale avant la grève.

Lainière de Cambrai : l'occupation continue

Depuis le mardi 30 mai, les ouvriers de la Lainière occupent, après un vote très largement majoritaire en faveur de cette forme d'action. Ils exigent principalement 300 F d'augmentation, le 13^e mois, la cinquième semaine, et une indemnité de transport. La combativité est très forte, et il est à l'ordre du jour d'aller populariser la lutte sur les autres boîtes de Cambrai. A la Lainière de Roubaix, une plate-forme revendicative avait été mise sur pied et présentée à la direction, qui n'a rien voulu savoir. Les syndicats ont donc appelé à des débrayages, en fin d'équipe pour ce vendredi, avec assemblées générales, pour débattre des revendications prioritaires et examiner la question de la lutte.

Les comités anti-nucléaire aux côtés des grévistes

700 travailleurs construisent aujourd'hui Super Phénix. Ce sont pour la plupart des spécialistes de ce type de chantiers, et pourtant ils sont sous-payés par rapport aux travailleurs des autres centrales. Ils sont systématiquement déqualifiés, soumis à des conditions de travail et de sécurité plus que déplorables : une seule antenne médicale capable de soigner un seul accidenté à la fois ; un mort, gelé parce qu'il était tombé dans la neige et qu'il n'avait pas été secouru à temps, un autre mort parce qu'il faut pointer en période d'intempérie, même lorsque les routes sont verglacées ! Cela, c'est le lot commun de tous les travailleurs, pas des cadres français ou européens. Une grande majorité est immigrée. Ils vivent cloîtrés, isolés de la population, ils sont loin de tout, de toute ville, il n'y a pas de cars pour faire les courses. Ils disposent d'un réchaud pour six personnes, paient 400 F pour un box, même pendant le mois de vacances, pendant lequel ils sont obligés d'enlever toutes leurs affaires. Ils demandent l'alphabétisation, et on la leur refuse. Les anti-nucléaire condamnent ces conditions de vie faites aux travailleurs sur le chantier de Malville. Ils appellent la population locale et celle de la région Rhône-Alpes à être étroitement solidaire des ouvriers du chantier. Le mépris de l'EDF-Fougerolle vis-à-vis de ces travailleurs est le même que celui du pouvoir et d'EDF vis-à-vis des populations soumises aux dangers du Super Phénix. Nous soutenons la grève des ouvriers de Fougerolle. Cette prise de position n'est pas une entreprise de récupération, les travailleurs en grève devant rester maîtres de la tenue de leur lutte. Les CRS intervenus le 22 mai 1978 contre les piquets de grève sont les mêmes que ceux du 31 juillet 1977.

Comités Malville locaux
et comité Malville de Grenoble

Les directions syndicales se dérobent PRENONS NOUS-MEMES LES CHOSES EN MAINS

Le développement de la lutte dans les usines Renault a introduit une certaine fébrilité dans les états-majors syndicaux. Occupés à mettre la dernière main à leur dossier avant de retourner ronronner autour des tables de négociations, les confédéraux ont été tirés de leur léthargie par les cris de colère qui montent des ateliers de la Régie. Allons bon ! Tout était tranquille, les discussions allaient leur train-train quotidien, et ne voila-t-il pas que ces satanés grévistes vont tout gâcher avec leurs luttes intempestives. A croire qu'ils n'en attendaient vraiment pas grand chose de ces négociations. Ces coups de tonnerre dans le ciel serein de la politique contractuelle ont obligé les états-majors syndicaux à se découvrir, à étaler publiquement leurs misérables combines. Et ce n'est pas beau à voir !

Examinons d'abord la manière dont la direction CFDT voit les choses : l'article signé Jacques Chérèque paru dans *Le Matin* du 7 juin, vaut qu'on en cite quelques passages : « Renault apparaît comme une sorte de poudrière où n'importe quelle étincelle jaillie de n'importe où, peut brusquement tout faire sauter. Il suffit de la conjonction d'un certain nombre de facteurs, aujourd'hui réunis... pour qu'apparaisse une situation de ras-le-bol généralisé aux conséquences parfaitement imprévisibles pour tout le monde ». Cette situation, Chérèque en rend responsable la direction de la Régie qui ne met pas en place, selon lui, les structures qui permettraient la solution des conflits localisés, tel celui des presses à Flins, avant qu'ils ne fassent tâche d'huile. Plus loin, Chérèque se pose la question de l'attitude que doit avoir l'organisation syndicale dans une telle situation : « Face à ce type de situation, la question à laquelle se trouve confrontée toute organisation syndicale, se résume à ceci : Comment négocier le ras-le-bol ? ». Raccourci saisissant de clarté, cette formule

contient en elle-même la nouvelle doctrine baptisée « rapport Moreau » que Maire et sa clique ont réussi à imposer à la CFDT ; en s'y prenant à deux reprises il est vrai. De quoi s'agit-il ? Le raisonnement est fort simple, et fort clair sur les motivations de la direction CFDT : il faut un débouché politique aux luttes ; dans l'immédiat (et semble-t-il pour une longue période) il n'y en a pas puisque la gauche a fait faillite. Donc, il ne faut pas de luttes puisqu'elles ne pourraient déboucher. Il s'agit aujourd'hui de négocier, négocier encore, négocier toujours, dans n'importe quelles conditions ; sans rapport de force, là n'est pas le problème puisqu'il ne faut pas de lutte. Au nom de cette logique imperturbable, les confédéraux CFDT ont décrété dès le 20 mars au soir, que les travailleurs ne voulaient pas lutter, qu'ils étaient découragés par la défaite de la gauche, attribuant ce faisant, leurs propres désillusions politiciennes à la classe ouvrière. Ils se trouvent bien gênés, en ce moment, ces petits messieurs pour expliquer la mobilisation intensive des travailleurs de Renault. Ce ne sont certes pas les raisonnements laborieux d'un Chérèque qui pourront convaincre qui que ce soit.

La direction CGT joue plus finement. Elle est d'abord restée dans une prudence expectative. Elle est même allée, en collusion avec ses homologues de la CFDT, jusqu'à multiplier les barrages pour s'opposer à l'occupation de l'usine de Cléon. Puis brusquement, volte-face : Séguy se fait menaçant ; il appelle à la lutte. Le vide étant laissé par la tactique de la CFDT, il s'y engouffre. Se faisant passer pour les durs parmi les durs, les dirigeants CGT espèrent redorer le blason de leur centrale quelque peu défraîchi par trop de compromissions ouvertes dans les sordides trafics d'influence du PCF d'avant les élections.

D'autre part, en laissant se développer les luttes

dans une certaine mesure, et à condition qu'elles ne débordent pas trop, le PCF (dont on sait que c'est lui qui décide de la politique à suivre par la direction CGT) pourrait trouver un exutoire à la contestation qui prend de grandes proportions dans ses rangs.

Voilà les petits calculs auxquels se livrent en ce moment les dirigeants syndicaux. De perspectives pour la lutte, évidemment point. Ils prennent grand soin à maintenir les usines isolées les unes des autres. Pourtant, les revendications des ouvriers de la Régie sont partout les mêmes.

Mais les temps changent. Les travailleurs n'ont pas la mémoire courte, les militants de base dans les syndicats non plus. Ils n'ont que faire de ces querelles d'état-majors qui ne les concernent pas ; ces querelles, ces divisions que fomentent, dans les syndicats, ces partis de gauche qui ont complètement fait faillite aujourd'hui.

Assez de discours, assez de tromperies ! C'est sur les actes qu'ils jugent. Et pour le moment, à Renault par exemple, c'est le vide.

Le temps n'est plus maintenant où l'on se contentait de demander des comptes aux directions syndicales. Il s'agit maintenant de prendre nous-mêmes les choses en main.

Dans toutes les usines de la Régie, les travailleurs sont prêts. Ils n'attendent qu'un signal. Les dirigeants ne veulent pas coordonner l'action ? Faisons-le nous-mêmes ! Ils ne veulent pas populariser ? Allons partout aux portes des boîtes, dans les cités, dans les foyers... A Cléon, les travailleurs, et avec eux des militants CFDT et CGT ont montré qu'ils pouvaient imposer leur volonté. Ils nous montrent l'exemple.

Gérard PRIVAT

● La colère est grande à l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne après l'intervention policière de mardi après-midi qui a fait trois blessés. Voilà la seule réponse que la direction du Centre hospitalier et le ministère de la Santé ont choisi de faire aux revendications défendues depuis maintenant plus de trois semaines par la majorité du personnel para-médical. En appelant la police, Rouquet, le directeur, se retrouve en tout cas avec le résultat contraire de ce qu'il croyait sans doute : loin d'intimider les grévistes, l'inadmissible agression de mardi a contribué à étendre le mouvement. Tandis que la direction et le ministère de la Santé montrent par l'utilisation des forces policières que la grève de Sainte-Anne les inquiète, il s'agit maintenant pour les grévistes de pousser leur avantage, de maintenir une mobilisation élevée et de prendre de nouvelles initiatives pour obtenir satisfaction. C'est du moins les questions que se posent de nombreux grévistes, pendant qu'un courant animé par les responsables CGT paraît peu disposé à aller dans ce sens.

Une chose est sûre : plus personne à Sainte-Anne ne veut entendre parler du directeur, Rouquet. Connus pour son autoritarisme, pour ne pas dire son despotisme, son cynisme et son mépris des travailleurs, il a mis une touche finale à son personnage mardi. Tandis qu'une délégation syndicale discutait avec lui et que les grévistes attendaient le résultat en occupant les locaux, il a fait traîner les choses un moment, tout en appelant discrètement les flics. Ceux-ci n'ont pas fait de détail. Débarquant de trois cars, matraque en l'air, ils ont chargé immédiatement. Un infirmier a été blessé assez gravement pour avoir besoin de plusieurs points de suture, un autre a eu le visage tuméfié, et une infirmière s'est

fait frapper avec une chaise métallique, les flics trouvant sans doute que leur panoplie habituelle ne suffisait pas. C'est aussitôt des dizaines de personnes qui ont afflué de tout l'hôpital, des médecins faisant sur place le constat des brutalités policières. Pour le reste, les flics avaient pris leurs « précautions » : un caméraman de FR 3, se retrouvait avec seulement la poignée de sa caméra dans la main, le reste ayant été fracassé, un photographe était délesté manu-militari de la pellicule qu'il venait de réaliser.

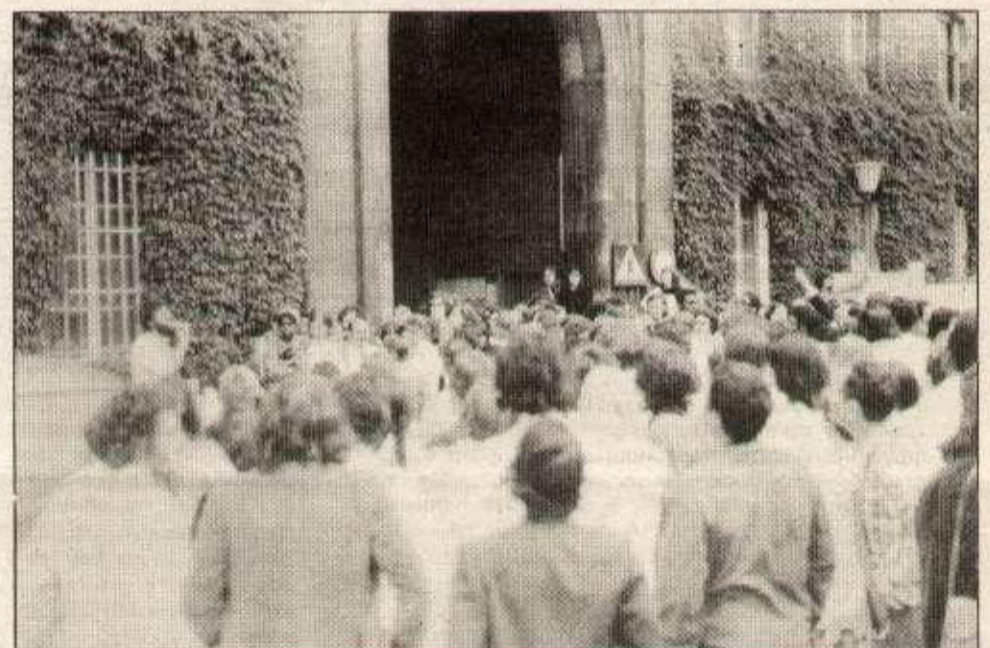
Dès mercredi matin, l'Assemblée générale n'avait jamais compté autant de participants. La décision de durcir la grève a été prise : désormais l'ad-

Après l'intervention policière à Sainte-Anne

LA GREVE SE DURCIT

ministration se débrouillera seule pour assurer la distribution des repas et du linge, les grévistes continuant à assurer les soins. La détermination était d'autant plus grande que pendant ce temps le conseil d'administration se réunissait et repoussait lui aussi les revendications. Une manifestation devant le ministère de la Santé est prévue pour ce jeudi, tandis qu'en principe devrait se dérouler une rencontre entre les fédérations syndicales de la Santé, et Simone Veil.

A l'Assemblée générale de mercredi après-midi, des contradictions sont apparues toutefois sur la conduite à suivre pour renforcer la lutte. De nombreux représentants d'autres hôpitaux, psychiatriques ou non, étaient présents et ont souligné leur volonté de recevoir la visite de grévistes de Sainte-Anne. Le secrétaire général de la CGT - Sainte-Anne les estimait inutiles, des lettres suffisant bien, à son avis. Il se lançait même dans une mise en garde contre « des éléments étrangers à Sainte-Anne qui traînent là, et pourraient inciter à des formes de lutte aventurées ». Discours accueilli par



les huées d'une bonne partie de l'assistance. Un certain nombre de propositions d'actions étaient faites comme de refuser de nouvelles entrées, les urgences exceptées. Mais l'assemblée se terminait sans que des mesures concrètes soient décidées sinon — et c'est important — la rédaction d'un tract à diffuser dans d'autres hôpitaux.

Claude ANCHER

● DRÔLE DE BOMBE

Curieux hasard, une « alerte à la bombe » était annoncée peu avant l'AG de mercredi après-midi. Un car de police arrivait mais réflexion faite, c'est deux policiers en civil qui entraient finalement à l'hôpital, la vue des uniformes risquant fort de susciter une violente riposte des

grévistes ! C'est en tout cas sous un déluge de quolibets et d'épithètes choisies du genre « fumiers » et autres « salauds » que les flics repartaient bien vite. La « bombe n'a pas explosé ». Pour tout dire elle n'a pas été trouvée.

On s'en serait douté.

• Dès jeudi matin, les travailleurs des grosses presses de Flins réoccupaient leur atelier. A 9 h, l'appel au débrayage général était largement suivi. Le défilé dans l'usine était massif. Le calcul de la direction de la Régie a lamentablement échoué. La lutte repart de plus belle.

A Cléon, la bourgeoisie hésite à faire intervenir ses CRS embusqués dans les alentours. Le débat se poursuit activement pour définir l'attitude à adopter en cas d'agression policière. Il semble en fait que la direction voulait «normaliser» la situation à Flins avant de s'attaquer à Cléon. C'est raté !

A Sandouville, ça ne produit quasiment plus et la question de l'occupation est largement posée par les grévistes et de nombreux militants syndicaux de base.

Dans toutes les usines, les actions, débrayages, manifestations se poursuivent. Des meetings se sont déroulés également dans les usines Saviem de Blainville et d'Annonay.

Face à cette mobilisation qui se développe ; alors que la question qui est posée, c'est de lancer un mot d'ordre de grève générale dans toute la Régie, les directions syndicales temporisent, freinent, se querellent. C'est intolérable ! La CFDT propose que le travail reprenne et que l'on fasse... 4 h de grève par semaine. Hallucinant ! Le porte-parole qui a fait cette proposition à Cléon s'est fait copieusement huer.

La CGT est belleuse en paroles, mais inerte dans les faits. Son souci principal semble bien être de profiter de la trahison ouverte de la CFDT.

Et ça se querelle ; et ça fait des réunions séparées... Les travailleurs, les militants de base avec eux, en ont assez de ces singeries, de ces reculs, de ses dérobades.

Puisque ces messieurs veulent à tout prix différer l'action ou qu'ils se contentent d'appels généraux et creux sans prendre les moyens concrets, les travailleurs prendront eux-mêmes les choses en main. Ils organiseront la popularisation, la coordination des différentes boîtes de la Régie ; ils prendront les moyens d'imposer, leur volonté ! Ce qui a été possible à Cléon doit l'être dans les autres usines et pour la Régie toute entière.

G. P.

Berliet Venissieux : occupation et lock out

Mouvements aussi chez Berliet à Venissieux, qui dépend de Renault - Véhicules - Industriels.

En grève depuis le 31 mai les caristes de Venissieux ont durci leurs positions. Le mouvement revendicatif qui à l'origine se manifestait par des grèves perlées de deux ou quatre heures a pris une nouvelle tournure dans la journée de mercredi. Les caristes sont entrés en lutte lorsque la direction a appliqué un système de contrôle, véritable «flic électronique», sur les chariots dont ils se servent pour alimenter les machines. Les caristes exigent donc la suppression des «mouchards» et ont joint à cette revendication d'autres restées insatisfaites : augmentation de salaires, refus de la nouvelle grille de classification.

La direction refusant d'entendre les travailleurs, ceux-ci ont décidé d'occuper depuis mercredi 17 heures. La réponse de la direction ne se fait pas attendre : lock out des fonderies les 8 et 9 juin. Apprenant cette nouvelle, les travailleurs concernés arrêtaient immédiatement le travail, et à leur tour posaient leurs revendications, comme dans chaque secteur de Venissieux.

Mais là encore, les directions syndicales ne donnent pas de propositions concrètes pour la poursuite du mouvement, polémiquant entre elles, et la CFDT se prononçant même contre l'occupation !

Billancourt

Alors que gronde à Billancourt la révolte, après l'agression policière contre leurs camarades de Flins, et la sourde oreille de la direction, les centrales syndicales ont appelé à un débrayage de deux heures. Un meeting commun CGT, CFDT, FO, a rassemblé mercredi 5 000 travailleurs de la Régie. Les trois directions syndicales y ont exposé leurs «propositions», qui se situent bien en deçà des exigences des travailleurs. Langage dur pour la CGT, débrayage de quatre heures par semaine pour la CFDT, mise en garde de FO. Les travailleurs n'ont pas manqué d'exprimer leur profond mécontentement notamment devant les deux dernières propositions.

Après les prises de parole, les travailleurs sont parus en manifestation dans l'usine, et se sont rendus devant les locaux de la direction de la Régie. Les portes sont restées closes, la direction ne veut recevoir personne tant que «le calme n'est pas revenu».

Cléon

LES CONDITIONS DE LA VICTOIRE

JEUDI 9 h 30

A nouveau à Cléon, pendant la journée de mercredi, et pendant toute la nuit, une intense lutte contre les liquidateurs s'est déroulée. D'un côté les scandaleux efforts de la direction de la Confédération CFDT, relayée avec zèle par ses porte-parole locaux. Moins grossièrement, mais tout aussi

Naturellement, mercredi, à l'échéance du délai fixé par les magistrats de Rouen, les grévistes de Cléon ont refusé d'évacuer les lieux. Cette position tout à fait juste, devait cependant être ternie par les querelles inter-syndicales. Ainsi, peu après le constat d'huissier et l'impossibilité dans laquelle s'est trouvé le serrurier d'ouvrir les portes, a-t-on assisté non pas à une, mais à deux conférences de presse des sections syndicales. Les porte-paroles de la CFDT, notamment un certain Lebreton, délégué du deuxième collége à Cléon, et responsable de l'U.L. d'Elbeuf, préconisaient sans honte la reprise du travail, et des débrayages-tourments de 4 heures par semaine à la place. On a même pu voir Gauthier, responsable des Métaux CFDT en Seine Maritime, déclarer à Antenne 2 mercredi soir : «Ce ne sont pas 500 personnes qui vont imposer leur volonté à 120 000», embouchant ainsi les trompettes de la presse Hersant qui compare les grévistes aux terroristes de la bande à Baader !

La CGT pour sa part, voit dans l'attitude de la centrale rivale l'occasion de se refaire une virginité. Pour rattrapper le discrédit dans lequel elle était tombée au début de la grève auprès des travailleurs, elle utilise un langage combatif et feint de souhaiter l'unité d'action avec la CFDT.

RENAULT - DOUAI :

Les travailleurs poursuivent toujours les débrayages dans l'usine de la Régie de Douai. Importants débrayages dans les divers ateliers, dans la journée de mercredi, et plusieurs centaines de travailleurs de la Régie ont manifesté dans les rues de la ville.

SAVIEM

Saviem, mercredi les travailleurs de l'usine d'Annonay ont suivi le mot d'ordre d'une heure de grève à l'appel des trois syndicats CGT, CFDT, FO, tandis que ceux de l'usine de Blainville se retrouvaient pour un meeting unitaire des mêmes syndicats.



Pourtant, dans les faits, certains militants du PCF, à la tête de ce syndicat, refusent de donner un réel contenu à l'occupation. Malgré une meilleure prise en compte de la volonté des grévistes, imposée par ceux-ci, on n'était toujours pas parvenu mercredi soir à une lutte réellement démocratique. La popularisation était retombée, les grévistes n'étaient plus consultés.

UNE RICHE DISCUSSION

C'est notamment pour combattre ces retombées, que dans la nuit de mercredi à jeudi, une longue discussion, regroupant un nombre significatif de grévistes a finalement conduit à la nécessité de se consulter fréquemment, et de mieux contrôler l'activité des directions syndicales. «Cela nécessite, devait souligner un intervenant, que chacun discute avec ses camarades d'atelier, afin de bien prendre en compte leurs aspirations, et afin de les mobiliser pour qu'ils s'approprient complètement leur propre grève». Pendant que cette discussion se déroulait, la direction réunissait la maîtrise, hors de l'enceinte occupée par les grévistes.

LA BOURGEOISIE HÉSITE

Nombreux étaient ceux qui s'attendaient à une intervention policière dans la nuit. Généralement, les grévistes pensaient que celle-ci serait précédée de provocations de la maîtrise. La bourgeoisie sachant que cela donnerait lieu à des bagarres, cela lui donnerait prétexte à l'intervention des CRS. Si les choses se déroulaient ainsi, entendait-on couram-

RENAULT : Flins, Cléon, Sandouville...

FLINS RELANCE LE COMBAT

«Un millier de gars traversent le premier atelier. On vient de terminer l'atelier de mécanique, là où sont finies les voitures... Les gars entraînent avec eux ceux qui sont restés en poste... Ils vont continuer dans toute l'usine comme ça. Leur cortège est très combatif, très dynamique. Les hésitations du matin sont balayées...»

C'est ce que nous téléphonait, sur le coup de 10 heures, jeudi matin, notre reporter à Renault Flins. Dans l'appareil, on entend les slogans, le bruit du défilé. Dès l'ouverture de l'usine, quelques heures plus tôt, les gars des presses, unanimement, avaient réoccupé leur atelier ! Pour eux, pas question de reprendre le travail ! L'intervention des CRS, mardi à l'aube, n'y a rien fait, au contraire ! Ce matin, furieuse, la maîtrise cherchait de nouveau la bagarre aux grosses presses. Ils n'ont intimidé personne.

Dès les premiers flashes d'information à la radio, jeudi matin, la bourgeoisie était optimiste. Selon elle, le travail avait repris normalement à l'usine de Flins, après la levée du lock out ! Bien sûr, le travail n'avait repris aux presses, mais le plus gros était fait, l'usine tournait ! C'est ce qu'elle racontait encore aux informations de



Dernière minute :

FLINS 11 H 45 : DANS L'ENSEMBLE DE L'USINE, PERSONNE NE TRAVAILLE.

Sandouville

LA QUESTION DE L'OCCUPATION EST POSÉE

«Le bradage ouvert de la lutte par les appareils syndicaux dans la journée de lundi dernier a échoué. Les choses ont nettement évolué dans la journée de mardi» nous raconte un groupe d'ouvriers qui nous fait le récit des événements :

«Mardi à 5 h 45, en arrivant pour prendre le travail, 200 ouvriers environ ont refusé d'entrer. Pourtant, les dirigeants syndicaux ne prévoient pas de débrayage que pour 7 heures. On commence à défilé dans les ateliers. C'est un succès ; vers 10 heures on est déjà à 1 500. Quand on passait dans les ateliers, les gars allaient se changer et rejoignant le cortège. La manifestation s'est encore grossie de «la normale» (équipe du jour). Vers midi, on était 2 000. C'est un peu comme à Cléon, il y a beaucoup d'ouvriers qui soutiennent mais restent chez eux. Au moment de l'arrivée

de l'équipe d'après-midi, 200 agents de maîtrise provoquent les grévistes. L'équipe de nuit de l'atelier des presses annonce qu'elle est en grève. À midi, mardi et mercredi, la direction fait détourner les cars de ramassage pour que les travailleurs qui arrivent ne voient pas le meeting sur le parking. Il y avait une 4 L de flics et des motards qui aidaient les gardiens. On a fait une barricade devant la nouvelle porte que la direction voulait faire emprunter aux bus. Les chauffeurs n'ont pas insisté et ont pris le chemin normal, un peu par solidarité. Mercredi matin, le défilé dans les ateliers était encore plus important que la veille. On a manifesté trois fois, à 5 heures, à 8 heures, à 15 heures. À midi, il y a eu des incidents avec la maîtrise, un secrétaire syndical a été presque assommé. À ce moment, le principe de la grève reconductible chaque jour est arrêté.

Au cours du meeting de mercredi, les syndicats proposent une manifestation pour jeudi vers la sous-préfecture car «Renault est nationalisée». En tout état de cause, comme cela s'était passé à Cléon, les directions syndicales montrent maintenant un visage dur par peur de se couper du mouvement. Les attaques contre les cadres ne manquent pas. «L'union du peuple de France» est mal cotée pour quelque temps à Sandouville. Rapidement, une nouvelle manifestation est décidée dans les ateliers.

Tout au long du cortège, ceux-là même qui cherchaient la bagarre un peu plus tôt, essayent d'engager la conversation. Un seul argument pour les agents du patron : la R 18, la R 18, la R 18... Leur raisonnement se résume à ceci : «On a du retard. Si les gens qui ont commandé une R 18 ne l'ont pas achetée les vacances, ils achèteront une Peugeot».

François MARCHADIER

Reportage Bernard PELO



Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom
Profession
Adresse

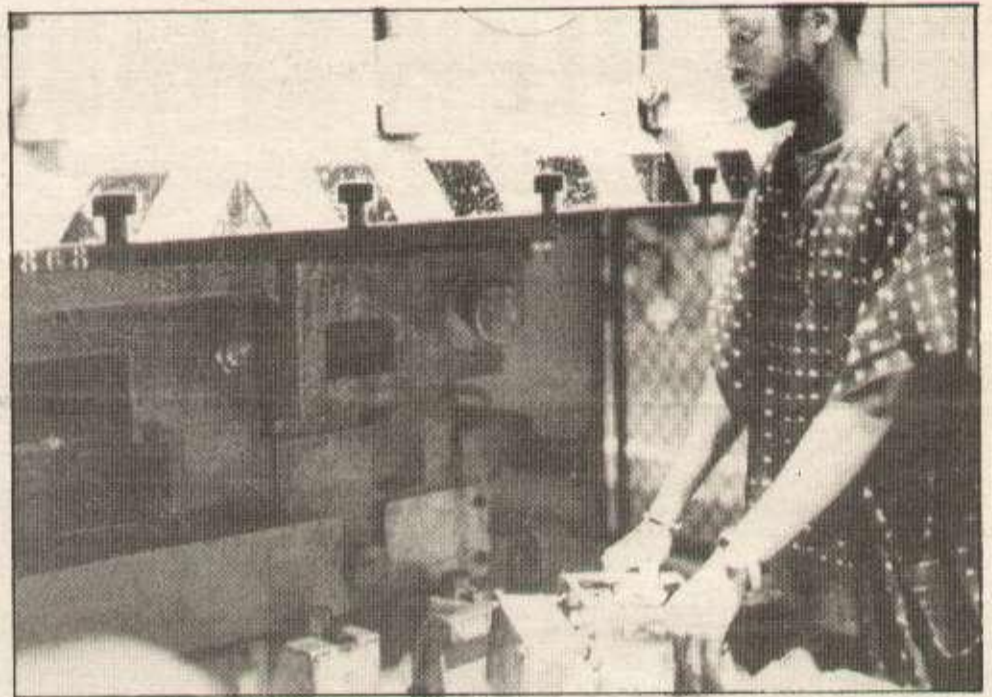
Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225, 75 924 Paris Cedex 19

François MARCHADIER

MAMADOU, OS A FLINS

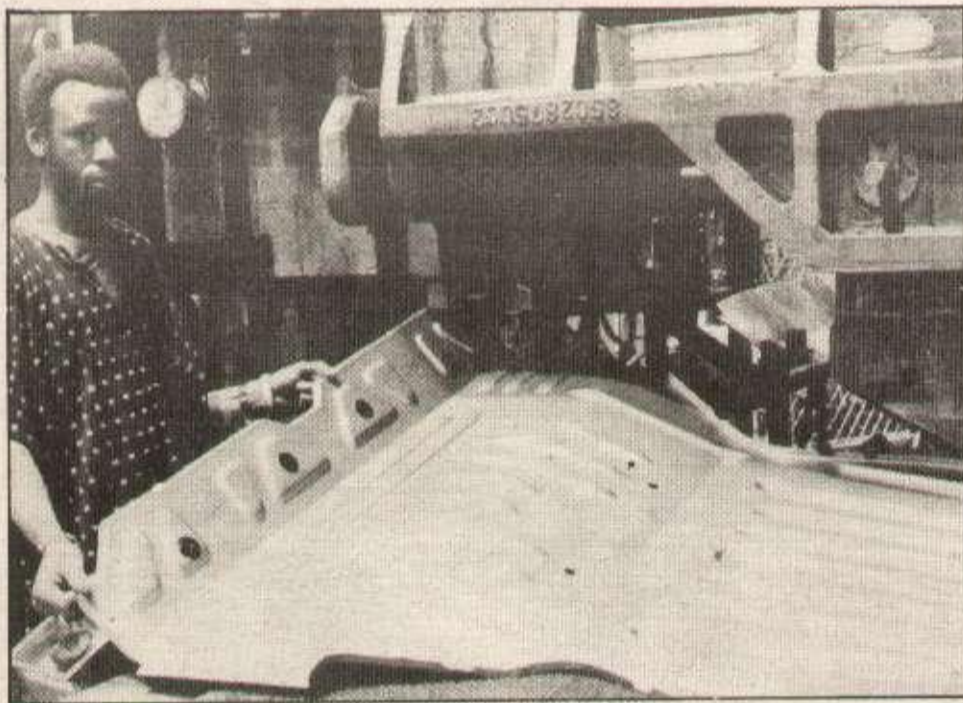


«Attention, c'est un véritable rasoir»



«Des deux mains on appuie sur deux gros boutons. Autour c'est un vacarme infernal».

«C'est dur de travailler ici»



«Des tôles dangereuses et lourdes»

La vie de tous les jours à l'atelier des presses.

Pendant l'occupation la tunique africaine a remplacé le bleu de travail. Mais il a fait, pour nous, ses gestes quotidiens.

Reportage de Bernard PELO

Mamadou est mauritanien, il est arrivé en France comme «touriste» ; à Nice tout d'abord où il était barman. Ses copains étaient à Paris ; lors de vacances il s'y rend ; Renault embauche, le salaire paraît être une fortune pour le semi-chômeur qu'il était, il s'engage. Treize

ans d'exploitation vont alors passer, avec les luttes de chaque jour et des chocs exceptionnels. Mai 68 dont il ne vivra que la moitié de l'aventure dans l'usine car il est hospitalisé le reste du temps.

En 73, la grève des presses le marque profondément c'est une grève de révoltés, et la détermination des grévistes, en majorité immigrés comme lui, à forcé le respect. C'est pourquoi la grève des presses d'aujourd'hui jouit d'une réelle popularité auprès de l'ensemble des travailleurs de l'usine. La révolte des forcés des presses, Mamadou l'exprime de la voix forte de celui qui veut persuader. Tout à l'heure, lorsque les flics le pousseront hors de l'usine il défilera entre ces monstres dont il m'explique le fonctionnement : «*ici, tu prends la tôle avec une ventouse ou un crochet spécial, attention c'est un véritable rasoir ! La Régie nous fournit deux paires de gants de travail par heures ! Oui, en une demi-heure, ils sont déchiquetés et ne protègent plus les mains. Regarde-là, dans ma main, cette cicatrice qui barre la paume ? Là les gants n'avaient pas tenus la demi-heure.*»

Ces tôles sont dangereuses à manier, lourdes ; lorsqu'il s'agit du capot de

R 18 et surtout de côté de caisse. Les pièces doivent être engagées entre les mâchoires de la presse, puis, des deux mains, on appuie sur deux gros boutons noirs pour que la presse fonctionne. Quand l'outil se relève, de l'autre côté de la presse, des mains d'OS vont des boutons qu'elles relâchent à la pièce façonnée et l'enlève rapidement pour la placer sur un tapis roulant, d'où elle poursuit son trajet vers un autre poste de travail. Tout autour, le vacarme est infernal. De l'autre côté de l'allée c'est l'ombre, en cette nuit d'occupation, c'est le domaine des «petites presses» qui avalent les pièces à la volée. Un pied sur une pédale, les deux mains fournissent sans arrêt des pièces, à raison de trois mille coups par heure à ce monsieur métallique qui brise les nerfs de celui qui travaille à ce poste. Et les cadences augmentent. Un jour, la fiche accrochée à la machine est remaniée par un chef qui rôde par là avec un air absorbé et le lendemain, on vous annonce qu'il faut sortir, dix, vingt ou plus de pièces chaque heure. Mamadou parle de son travail, les mots se font insistants pour dire : «*C'est dur, tu leur diras dans ton journal, c'est dur de travailler ici.*»



Mamadou défile dans l'usine avec ses camarades. Derrière, les flics venus les expulser.

«Il n'y a pas de limites dans ce que les forces de sécurité sont en train de faire».

A PARIS, LE TEMOIGNAGE DES FEMMES D'ARGENTINE

Plusieurs centaines de femmes ont manifesté silencieusement mardi soir, devant Notre Dame de Paris, avec les femmes argentines qui se regroupent tous les jeudis devant le Palais présidentiel pour réclamer des nouvelles des disparus. Cette manifestation, placée sous le signe du deuil qui frappe des milliers de familles en Argentine, s'est déroulée à l'appel d'Amnesty International et des groupes femmes de la région parisienne. Le même soir, l'ambassadeur d'Argentine à Paris était interviewé à France Inter.

Pendant une heure trente, 500 femmes vêtues de noir ont tourné sur le parvis de Notre-Dame, imitant leurs consœurs d'Argentine. Seules deux banderoles rappelaient le but de la manifestation silencieuse, avec sur l'une «Argentine, 1 500 disparus» et sur l'autre : «Amnesty International» co-organisateur du rassemblement. Parmi ces femmes, des Argentines : mères, filles, sœurs et épouses de disparus ont témoigné devant la presse de la répression généralisée qui règne dans leur pays. L'une d'elle nous a déclaré : «J'ai perdu six enfants en Argentine, certaines ont perdu leur mari, leur compagnon, leur frère ou leur sœur. Nous pensons qu'il est très important pour nos frères là-bas en Argentine, de voir qu'il y a des peuples dans le monde qui veulent appuyer par leur soutien tous ceux qui souffrent de la dictature militaire. Tous les jours il y a des disparitions, ce matin en-

core nous savons que le beau-père d'une des femmes présentes ici, a été enlevé et les fils et les pères ne leur suffisent plus, ils s'attaquent maintenant aux grands-pères».

Une autre femme témoigne : «Ma mère âgée de 56 ans, mon frère âgé de 26 ans, étudiant en musique à l'université de Buenos Aires ont été enlevés avec une troisième personne qui séjournait chez eux à titre d'invité, nous ne connaissons même pas l'identité de cette dernière personne. Il n'y a pas de limite dans ce que les forces soi-disant de sécurité sont en train de faire en Argentine. Il n'y a pas de recours. Les Nations Unies dont j'étais fonctionnaire à l'époque sont intervenues auprès des autorités, même le département d'Etat des USA est intervenu aussi, l'ambassadeur des USA est intervenu lui-même auprès des autorités argentines, toutes les démarches possibles ont été entamées par les avocats de la famille, sans résultat. Jusqu'à présent on ignore s'ils sont vivants ou morts, on ne sait rien de la situation des 30 000 disparus en Argentine. Ce sont les forces conjointes (armée de terre, marine, armée de l'air, police et gendarmerie) qui collaborent dans la répression généralisée contre toute la population argentine et même contre certains étrangers comme les 22 disparus français».

Une représentante de l'Association des Détenus et Disparus Français en Argentine, également supérieure des deux religieuses



françaises disparues, était présente : «Quand j'ai passé deux mois en Argentine j'ai rencontré les mères et les femmes de disparus qui se retrouvent tous les jeudis sur la place de Mayo et elles-mêmes m'ont demandé qu'ici, en France et dans le monde entier, on soit solidaire d'elles et que l'on parle pour elles, c'est donc en solidarité avec elles, ainsi qu'au nom de toutes les familles françaises qui ont parmi les leurs des détenus ou de des disparus en Argentine, que nous sommes ici ce soir».

Le gouvernement argentin a refusé jusqu'à maintenant de donner une liste complète des détenus, les multiples démarches effectuées auprès de lui n'ont reçu comme réponse que le silence ou des déclarations cyniques comme celles faites par l'ambassadeur d'Argentine à Paris, interviewé à France Inter mardi en même temps que se déroulait la manifestation de Notre Dame.

Ce dernier interrogé sur des cas précis de répression s'est contenté de réponses des plus vagues ou a

simplement ignore les questions gênantes.

D'après ses déclarations, le chiffre des enlèvements se limite à 9 et si ceux-ci peuvent encore se produire, «on se dirige actuellement en Argentine vers un retour progressif à la démocratie». Mensonge contre lequel le témoignage des familles de disparus apporte un irréfutable démenti. Répondant à une question sur le sort des enfants nés dans les prisons, l'ambassadeur assura qu'une «éducation adéquate» leur était donnée, infamie quand on sait que l'armée argentine n'hésite pas à faire disparaître des bébés. D'autres interventions du représentant de la junta à Paris soulignèrent le caractère fasciste du régime : son antisémitisme affirmé et la tolérance montrée pour les criminels nazis réfugiés sur son sol.

D'autres manifestations contre les disparitions en Argentine auront lieu dans les jours prochains en France dans différentes villes de province, à l'appel d'Amnesty International.

Frank ROUSSEL

Après le Zaïre : Carter, la détente et la guerre

Dans un discours aux officiers de marine, Carter fait une mise au point concernant sa politique étrangère. Il a affirmé que les Soviétiques avaient «le choix entre la confrontation et la coopération». Pour leur part, les États-Unis veulent «maintenir la parité nucléaire, une OTAN puissante, des forces plus mobiles et une présence non réduite dans le Pacifique» afin que les Soviétiques voient clairement qu'ils ne peuvent «exploiter politiquement un avantage militaire». D'autre part, «les deux pays doivent chercher à réduire les risques dans les régions troublées et les périodes agitées». En Afrique «les Américains aideront les Africains à contenir les intrusions» et offrent en même temps aux Soviétiques «de se joindre à eux pour travailler à la paix plutôt qu'avec les armes de la guerre dans leur aide à l'Afrique. Nous préférons la coopération par la détente... La compétition sans frein conduirait à une escalade vers des tensions toujours plus graves et l'ensemble de nos relations s'en ressentirait».

En clair, Carter offre un partage pacifique des zones d'influence comme alternative à la politique d'expansion soviétique. La réponse de Moscou a été extraordinairement rapide. C'est non «L'URSS ne relève pas le gant que lui a lancé Carter... et désire poursuivre dans la voie de la coexistence pacifique» illustrée par les Cubains à Addis Abeba et Luanda.

Allemagne : démission

Le ministre de la police allemande a profité de l'échec du parti libéral aux élections pour démissionner. Certains politiciens allemands ne le trouvaient pas encore assez répressif...

Moscou : terrorisme

Le KGB a annoncé par Tass que les auteurs de l'attentat du métro de Moscou, qui semble avoir fait des morts en janvier 77, étaient arrêtés. C'est la première reconnaissance officielle de ces événements en URSS.

Egypte : la guerre peut-être

«Continuer votre entraînement quotidien pour défendre l'Égypte et poursuivre la lutte de libération si cela est nécessaire à la suite du refus d'Israël de comprendre l'esprit de mon initiative en faveur de la paix», a déclaré Sadate aux officiers sur le Canal de Suez.

Sahara : bataille à Oum Dreiga avec la participation française

Le ministère de la Défense de la RASD annonce que des combats ont eu lieu «les 4 et 5 juin à Oum Dreiga contre les troupes d'occupation où une importante concentration d'unités maroco-mauritanienne escortées par des avions Bréguet Atlantic français, des F. 5, marocains et des Défender. Au cours des combats, un avion F. 5 des forces marocaines a été abattu par un missile anti-aérien et son pilote fait prisonnier». Selon des informations de Nanakchott la bataille se poursuivait, les troupes marocaines essayent de recommencer une opération de nettoyage dans cette région au centre du Sahara où d'autres ont déjà échoués.

GREVE DE LA FAIM DES CHILIENS A L'UNESCO

Une nouvelle grève de la faim des réfugiés politiques chiliens en France vient de débuter à l'UNESCO, pour 48 heures, en soutien avec les familles des 2 500 disparus dans les prisons de Pinochet. Cette grève rejoint celle qui se déroule depuis dix jours avenue de Choisy à Paris et les centaines de grévistes de la faim qui luttent actuellement au Chili.

26 000 Blancs ont quitté l'Afrique du Sud en 1977

C'est à une véritable hémorragie d'hommes et de capitaux à laquelle le gouvernement raciste de Vorster doit faire face actuellement. Déjà en 77, on avait assisté à un exode jamais vu depuis 18 ans des Blancs d'Afrique du Sud : alors que 26 000 Blancs avaient quitté le pays, seulement 24 000 nouveaux immigrants arrivaient dans le pays (contre 40 000 les années précédentes). Visiblement, les racistes ont peur et dou-

tent de plus en plus que l'issue du conflit contre les forces patriotiques soit en leur faveur. Sans doute, un certain nombre de ces émigrants rejoignent l'Etat sioniste, mais ils ne constituent qu'une fraction de l'ensemble de l'émigration. Les enseignants, informaticiens, ingénieurs, architectes et docteurs partent à l'étranger dans une telle proportion (213 médecins pour la seule année 77) que le gouvernement raciste de Vorster refuse de

former des médecins si ceux-ci ne s'engagent pas à exercer dans le pays. Le gouvernement tente également d'endiguer la fuite de capitaux, car si certains fuient déjà, d'autres ne partent pas encore, mais préfèrent investir là où, estiment-ils la situation politique ne risque pas d'évoluer dans l'immédiat. Ils tombent alors sous les lois sévères qui limitent les exportations de capitaux. L'année dernière, 60 hommes d'affaire ont contre-

venu à la législation sur des investissements atteignant au total 14 millions de dollars (7 milliards d'anciens francs).

Les racistes préfèrent partir maintenant car ils craignent d'avoir dans un avenir proche à rendre des comptes au futur Etat qui sera l'émanation de la majorité noire exploitée de la majorité blanche qui essaie de se maintenir au pouvoir coûte que coûte.

F.R.

ZIMBABWE

Joshua Nkomo, président de la ZAPU répondant à une question de la télévision zambienne sur une éventuelle participation des troupes cubaines dans le conflit rhodésien, a déclaré : «Les forces combattantes nationalistes s'efforcent d'obtenir des armes et non des hommes auprès de l'URSS et de ses alliés».

ST. ETIENNE VENDREDI 9 MAI A 20 H 30

Salle Tardy (terminus ligne de bus Tardy le soleil)

PROJECTION DU FILM «L'OLIVIER» EN SOUTIEN A LA CAUSE PALESTINIENNE

Le film «L'Olivier» n'avait jusqu'à présent pu être passé à St Etienne, la projection représente donc une première importante.

Main basse sur les ondes

L'Assemblée nationale adopte la loi Lecat réprimant les Radios libres

L'Assemblée Nationale a adopté mercredi soir le projet de loi Lecat concernant la répression des radios libres. «Toute personne qui aura diffusé une émission de radio diffusion ou de télévision sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 10 000 à 100 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement». «En cas de condamnation, le tribunal prononcera la confiscation des installations et des appareils». Par ailleurs, la commission des Affaires culturelles a adopté un amendement demandant au gouvernement un rapport d'ici un an sur les mesures qu'il compte prendre «pour satisfaire les besoins locaux et régionaux de communication», formule vague à souhait.

Malgré des différences de forme, les positions défendues au cours du débat parlementaire par tous les

partis bourgeois s'accordent sur le fond : la défense du monopole et la mise en place des radios dites «locales». Lecat affirmait ainsi que «c'est dans et par le service public que le gouvernement devra chercher la solution des problèmes nouveaux». Le gouvernement n'excluerait donc pas à moyen terme ce type de radios mais à condition d'en assurer le contrôle. Mais pour l'heure, il s'agissait avant tout de «faire le ménage», d'éliminer les radios qui remettent en cause en pratique la domination de la bourgeoisie sur l'information et la communication.

Après le premier «round d'observation» à l'Assemblée, le second se jouera dans la lutte contre la répression, pour la liberté d'expression des radios libres. De son issue dépendra la solution qui sera adoptée à moyen terme.

Douai : scandaleuse décision, le patron relâche

La Cour d'Appel a annulé le jugement du tribunal Correctionnel de Béthune à l'encontre de Leleu, PDG des cartonneries de Lestrem, pour entrave au libre exercice du droit syndical. Celui-ci à la suite d'une grève avait licencié 26 ouvriers dont 5 délégués. Le tribunal de Béthune lui avait alors infligé un an de prison ferme. En ordonnant sa mise en liberté, la Cour d'Appel de Douai n'a pas nié le délit d'entrave au libre exercice du droit syndical. Il a simplement signifié qu'il ne voulait pas qu'un patron soit emprisonné pour cela.

Autre aspect, le tribunal a avalisé les arguments de l'avocat général en prenant sa décision. Celui-ci avait violemment attaqué les juges de Béthune en disant que leur décision «est un peu un de ces fruits étranges qui mûrissent dans les jardins de Béthune. On peut s'interroger sur les motivations de ces jardiniers très particuliers».

Bellavita ne sera pas extradé

Les magistrats de Paris ont rejeté les demandes d'extradition formulées par le tribunal de Milan à l'encontre du journaliste italien Antonio Bellavita, les motifs invoqués ne correspondaient pas, selon la Cour, aux accords franco-italiens d'extradition.

Iran : remaniements au sein d'un régime ébranlé

Le général Nematollah Nassiri, chef de la police politique du Shah depuis 13 ans, a été limogé et remplacé par le général Nasser Moghadem, chef du deuxième bureau de l'armée. Des remaniements importants sont également attendus au sein du gouvernement et à la tête du parti unique Rastakhiz, dont les sièges locaux sont parmi les cibles les plus importantes des manifestations de masse.

Ces remaniements sont la conséquence directe des difficultés croissantes et des hésitations de la dictature du Shah aux prises, depuis maintenant plusieurs mois, avec un mouvement populaire sans précédent.

Montbéliard-Sochaux

LES RÉSIDENTS DES BUIS

«Nous ne sommes pas les machines à sous de Peugeot»

● Bilan positif pour l'ARDB (Association des Résidents des Buis), après cinq mois et demi de mobilisation, qui a réussi à faire plusieurs fois reculer l'organisme gérant les immeubles (qui appartient à Peugeot). L'association a présenté son bilan, lors d'une conférence de presse.

Menant sur le terrain une activité prise en mains effectivement par les masses, cette association représente une expérience originale, et ses positions méritent d'être débattues sérieusement.

UNE EXPÉRIENCE DE LUTTE

La résidence des Buis à Valentigney, près de Montbéliard-Sochaux (Doubs) c'est 6 000 habitants répartis dans 1290 logements. Les locataires sont essentiellement des ouvriers de chez Peugeot et la moitié sont des travailleurs immigrés.

La société propriétaire, la SCIC, et la gérante, la CRL (Comité régional du Logement) sont toutes deux contrôlées financièrement par Peugeot. En 72, non content de tirer profit du travail de ses ouvriers, Peugeot, par l'intermédiaire de la SCIC-CRL, exige un rappel de charges. Les locataires se mobilisent rapidement contre cette demande abusive et créent l'ARDB (Association des résidents des Buis) et passent à l'action. Depuis cette date, la lutte n'a pas cessé et 80 % des familles y adhèrent. «Notre but est la défense des intérêts de tous les locataires. Nous voulons vivre sur le quartier, mais nous refusons d'être des machines à sous de la SCIC-CRL» explique un membre de l'ARDB. Pour créer le rapport de force nécessaire et regrouper le maximum de locataires, l'ARDB donne une grande importance à l'information, faite soit par des réunions publiques, soit par des porte-à-porte, où sont recueillis les avis des habitants. Devant la mobilisation qu'a su créer l'ARDB, la SCIC-CRL doit bientôt abandonner un rappel de 650 000 F de charges qu'elle réclamait et reconnaît une erreur de 300 000 F !

En décembre 72, l'ARDB forte de sa mobilisation, après hésitation, se présente au Conseil des résidents, 10 de ses membres seront élus sur les 13

sièges (3 de l'Association Syndicale des Familles).

Et la lutte continue, pour de nouveaux contrats de chauffage, la prise en charge de la vétusté par le propriétaire, la pose de compteurs d'eau individuels, un véritable entretien du quartier et l'amélioration du cadre de vie.

En 76-77, nouveau rappel de charges pour les années 74, 75, 76. L'ARDB décide du non-paiement, constatant une nouvelle erreur, et le refus de la SCIC-CRL d'apporter des améliorations sur le quartier. Celle-ci recevra d'ailleurs un cadeau : les centaines des lettres de rappel que les locataires ont brûlées collectivement !

Nouvelles élections au conseil des résidents, l'ARDB gagne tous les sièges. Aux élections municipales de 77 la liste de droite est évincée par une liste d'union de la gauche. L'ARDB n'avait pas pris position, mais seulement pris acte des promesses que la nouvelle équipe avait faites de soutenir leurs revendications. La situation financière critique du CRL (un trou de 1 200 000 francs !) et la nouvelle municipalité sont jugées comme une situation favorable par l'Association, qui le 5 mai, oblige la SCIC-CRL, par sa position ferme sur les arriérés des charges, à engager une négociation globale. Avant chaque négociation, l'association informait et prenait l'avis des résidents. «L'ARDB est l'affaire de tous, notre nombre est notre seule force, nous l'avons déjà prouvé au cours de ces 5 ans de lutte. Notre mobilisation est le seul garant d'un protocole d'accord le plus favorable pour l'ensemble des locataires» explique un membre de l'association avant de négocier.

L'accord est signé en

mai, l'ARDB ne le considère pas comme une victoire, mais comme un pas en avant.

Les revendications de l'association sont acceptées (voir plus haut). Cependant, en contre partie est opéré un réajustement des charges (plus 35 à 114 francs pour un F4 selon les tranches), et un rappel des charges de 74, 75, 76, limité à 35 % des sommes initialement réclamées (20 % d'erreur reconnue) avec un maximum de 50 F par mois.

LES POSITIONS DE L'ARDB

Le bilan de ces cinq années de lutte est jugé positif par l'ARDB, qui malgré tout reste sur ses gardes et s'attend à ce que la SCIC-CRL «reprenne d'une main ce qu'elle a lâché de l'autre». Attitude vigilante aussi par rapport à la municipalité de gauche : «Pendant les élections, la liste de gauche s'est engagée à un soutien total de notre action, bien que nous n'ayons pas appelé à voter pour elle. Ce qui est déterminant, c'est la bagarre des locataires. Si il n'y en a pas, la municipalité, qu'elle soit de droite ou de gauche, ne s'occuperait pas des problèmes du quartier. Ainsi dans un autre quartier et d'autres municipalités PS ou PCF, où il n'y a rien d'organisé, les municipalités ne font rien. On pense que tant qu'il y a mobilisation, on peut influencer plus facilement une municipalité de gauche que de droite, mais il reste nécessaire de pousser à la roue».

Mais dans cette cité, où vit une forte proportion d'immigrés (50 %), il semble que la coexistence avec ceux-ci ne soit pas entièrement résolue, bien qu'il n'y a pas de manifestation de racisme et que la préférence des municipalités de gauche de limiter la population immigrée à 12 % soit jugée «ridicule» : «Pour nous, les immigrés sont des locataires comme les autres, avec des différences de langage et de coutumes, il convient qu'ils aient les moyens de s'exprimer et de se faire respecter, mais

nous ne voulons pas que les Buis deviennent un ghetto».

Quant à l'adhésion de l'ARDB à un mouvement national elle n'est pas à l'ordre du jour : «Nous sommes toujours prêts à rencontrer d'autres organisations, à condition de respect et d'indépendance. Actuellement, il nous est plus facile d'avoir des rencontres : nous avons fait nos preuves. Nous sommes différents du syndicalisme familial qui intervient sur tous les problèmes, où le logement n'est vu que dans une commission. Les organisations nationales n'ont pas un souci de mobilisation et ont tendance à dire «on fait le travail pour — à la place — des autres. Pour nous, organisation nationale doit aller de pair avec efficacité dans le quartier, et il y a souvent un bureaucratisme qui s'installe. Pour nous, le soutien le plus efficace est qu'il y ait des luttes sur les autres quartiers».

A la question de savoir si au travers de l'action de l'association pour l'amélioration des conditions de vie, il est envisagé des rapports sociaux différents et de parler de socialisme, l'ARDB répond «qu'individuellement les militants de l'association en sont conscients, mais que c'est une organisation de masse. On ne parle pas de démocratie, de socialisme, mais notre attitude va dans ce sens. Certains ont la bouche pleine de socialisme pour masquer un manque, mais nous, on n'en parle pas, chacun peut venir, le seul critère est le boulot sérieux. Pour la démocratie nous essayons de l'appliquer concrètement. Toutes nos décisions sont prises dans les réunions publiques de tous les locataires. Nous réalisons le comité en assemblée générale. Tous les membres de l'ancien comité qui ont fait le boulot sont représentés. En plus, bien entendu, il y a des candidatures libres».

D'après notre correspondant de Montbéliard

L'ABONDANCE DE L'ACTUALITÉ NOUS CONTRAINT A REPORTER A DEMAIN

la suite de notre série sur les radios libres

Achetez le Quotidien du Peuple tous les jours dans le même kiosque

ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom
Prénom
Adresse

PROGRAMME TÉLÉ Jeudi 8 juin

TF 1

17 h 00 - Tennis internationaux de France
18 h 55 - L'île aux enfants
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Ce diable d'homme. Film TV en six parties
21 h 25 - L'événement. Magazine de J. Besançon
22 h 30 - Journal
22 h 40 - Le saut de l'Ange. Film français d'Yves Boisset avec Jean Yanne. Film d'action «série noire»
00 h 10 - Fin

A 2

17 h 55 - Fenêtre sur...
18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Assemblée nationale
20 h 00 - Journal
20 h 45 - Lulu. Dramatique en 3 épisodes d'après l'œuvre de F. Wedekind
22 h 25 - L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Au cœur des récifs des Caraïbes.
22 h 55 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Blow up. Film anglais en version française
22 h 20 - Journal et fin

Vendredi 9 juin

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au théâtre ce soir. pièce de R. Fauchois
22 h 00 - Expressions
23 h 15 - Tennis internationaux de France
23 h 35 - Journal et fin

A 2

18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 40 - Erika Werner. Feuilleton
21 h 40 - Apostrophes. Du roman ou du vécu ?
22 h 50 - Journal
22 h 55 - Télé-club : Yvette. Film TV

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le nouveau vendre. Eglise : on embauche. Etres prête en 1978
21 h 30 - Un ennemi du peuple ou le bonheur que nous vous proposons. Film TV
22 h 40 - Journal et fin

BLOC NOTES

APPEL CONTRE L'INSÉCURITÉ DANS LES CITÉS DE TRANSIT

Le feu qui a détruit le 24 - 4 - 78 l'immeuble de 36 logements de la cité de transit de St Denis (rue Leroy des Barres), l'incendie de la cité de transit de Reims posent des problèmes d'une extrême gravité que les signataires de ce texte (Architectes, Ingénieurs, Techniciens du bâtiment, Enseignants et Travailleurs Sociaux auprès des Migrants) ne sauraient taire sous peine de devenir complices des responsables et autres marchands de sommeil... !

Ces cités de transit à structure métallique pratiquement non protégée ni ignifugée, avec comme isolant du polystyrène expansé (dégageant des gaz toxiques) n'ont pas une tenue au feu supérieure à 15 - 20 mn. (La preuve en a été faite)... Comment est-il possible dans ce laps de temps de faire évacuer des bâtiments qui contiennent parfois plus de 200 personnes ?

Comment est-il possible, quand on connaît la réglementation très stricte en matière de sécurité incendie, que la SONACOTRA en soit dispensée et pour des bâtiments abritant des centaines d'enfants ?

Comment est-il possible que depuis l'incendie de St Denis en 74, (3 enfants morts asphyxiés) de Reims il y a quelques mois (2 morts), d'autres, de St Denis il y a quelques semaines, aucune mesures concrètes n'ait été prise pour assurer la sécurité des locataires, ceux de toutes les cités SONACOTRA ou autres, où les lourdes responsabilités nous paraissent évidentes ?

Parce que nous taire c'est permettre que l'on assiste demain à un massacre nous exigeons :

- Qu'une enquête expertise soit immédiatement entreprise pour déterminer les responsabilités, toutes les responsabilités.

- Que les familles sinistrées soient totalement et immédiatement indemnisées.

- Que tous les locataires des cités de transit, construites selon les procédés de celle de St Denis, soient relogés le plus tôt possible et dans les conditions qu'ils réclament.

300 personnes concernées professionnellement de plus ou moins près par ce problème ont déjà signé cet appel dont :

- Des enseignants (pour la plupart en architecture) : Streiff H., Carrade, Idoux, Tsiomis, Tribillon (juriste), Gérard A. Haimont, Carbonel, Paré, Perez, Tiné, Lautier (sociologue), Hour, Gensburger, Du Noyer De Segonzac, Moyeu, Hourcade, Perret, Marlé, Duboy, Marchadour, Joly, Duvillier, Famery, Wauthier, Kovac, Arguillère, Simonot, Jausserand, Moraly, Odinet, Bachtold, Brassel, Pinson, Bresler, Peneau, Dudon, Lemoine, Alleguet, Hamur, Céleste, Paurd, Molex, Verdrière, Henon, Fraggi, Revert, Enjolras, Jaffrenou, Lévasseur, Gili, Bonneau, Leca (français), Maesani,

Lauril, Charlet, Rohin, Treiber, Moullier, Hunziker, Fausser, Strub, Bachefon, Tournoux, Prouest, Bodin, Ganancia, Hezard, Zimbris, Zanoni, Streff, Jacquot, Chauvet, Delorme.

- Des architectes : Revault, Barbe, Scoheltzine, Dreyse, Tournoux, Vincent, De Somocurcio, Cohen, Souller, Fortin, Christiany, Senior, Ditchev.

- Des travailleurs sociaux : Dupond, Hobelin, Couton, Dufour, Boisnot, Godard, Godrow, Pelloquin, De Reboul, Mernouche, Braibant, Bonneau, Lemasson, Pepin.

- Divers : Massiah, Schalchi, Martot, Rtabourel, Millet, Hubert.

Pour tout contact et pour un soutien financier (qui sera remis aux locataires de St Denis afin de permettre à l'information de se faire et de payer les frais de justice, écrire :

ESPACE ET LUTTES (incendie St Denis)
40 rue de Nanteuil 75 015 Paris

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Et l'acier fut trempé

146^e épisode

L'affaire Faïlo comparait devant le tribunal du Parti. Celui-ci est exclu du Parti. Puis Kortchaguine arrive au sanatorium «Le Communard»...

Aussi loin que portait la vue, il découvrait le calme majestueux de la mer immense, bleu foncé, presque noire, semblable à du marbre poli. Ses limites disparaissaient dans un lointain azuré où le soleil en fusion déversait à sa surface un incendie de reflets fulgurants. A travers la brume matinale, on devinait là-bas les blocs massifs d'une chaîne de montagnes. La poitrine happait avidement la fraîcheur vivifiante de la brise marine, et le regard ne pouvait se détacher de ce grand calme bleu.

La vague paresseuse rampait, câline, jusqu'à ses pieds et léchait le sable doré de la plage.

A côté du sanatorium du Comité central se trouvait le grand parc de la polyclinique centrale. Les «communards» le traversaient en revenant de la mer. Kortchaguine aimait s'y reposer à l'ombre d'un platane touffu près d'un grand mur de calcaire gris. L'endroit était peu fréquenté. On pouvait, de là, observer les allées et venues des gens dans les allées et les sentiers et, le soir, écouter la musique, tout en restant à l'écart de l'agitation fatigante du grand centre de cure.

Kortchaguine y était encore venu ce jour-là. Il avait pris place avec plaisir sur un fauteuil

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

buseule en rolin et, fatigué par le bain de mer et le soleil, s'était endormi. Une serviette éponge et le roman *La Révolte* de Fourmanov, qu'il était en train de lire, étaient posés sur le fauteuil voisin du sien. Au début de son séjour au sanatorium, Pavel avait vécu dans un état constant d'irritation nerveuse, tourmenté par des maux de tête continuels. Les professeurs continuaient d'étudier sa maladie compliquée et fort rare. Les auscultations perpétuelles l'exédaient et le fatiguaient. L'infirmière, au nom étrange d'Iéroussalimitchik, militante sympathique du Parti, ne retrouvait son malade qu'à grand-peine et le persuadait patiemment de la suivre chez un tel ou tel spécialiste.

J'en ai par-dessus la tête, parole d'honneur disait Pavel. Cinq fois par jour, il faut raconter la même chose. Si ma grand-mère, n'était pas folle, si mon arrière-grand-père n'avait pas de rhumatismes ? Je n'en sais rien, moi, s'il était malade. Je ne l'ai jamais vu ! Puis chacun veut me faire avouer que j'ai attrapé une blennorrhagie, ou pire encore, et ça me donne envie, je l'avoue, d'en cogner un ou deux sur leur crâne dégarni. Laissez-moi me reposer ! Parce que si on continue à m'examiner pendant mes six semaines de séjour, je vais devenir un danger public.

Iéroussalimitchik riait, répondait par une plaisanterie et, quelques minutes plus tard, elle lui donnait le bras et, tout en racontant quelque chose pour le distraire, l'amenait au chirurgien.

Ce jour-là, pas de visite médicale prévue. Il

restait encore une heure avant le repas. A travers son demi-sommeil, Pavel perçut un bruit de pas. Il n'ouvrit pas les yeux : «Elle va s'en aller, pensant que je dors.» Vain espoir : le fauteuil craqua, quelqu'un s'y était assis. Un parfum délicat indiqua qu'il s'agissait d'une femme. Il ouvrit les yeux. La première chose qu'il vit fut une robe d'une blancheur éclatante et des pieds hâlés dans des mules en maroquin, puis des cheveux coupés à la garçonne, deux grands yeux et des dents pointues de souriceau. Elle sourit, confuse.

- Excusez-moi, je crois que je vous ai dérangé. Il ne répondit pas. Ce n'était pas très poli, mais il avait encore l'espoir que sa voisine s'en irait.

- Ce livre est à vous ?

Elle feuilletait *La Révolte*.

- Oui, il est à moi.

Une minute de silence.

- Dites-moi, camarade, vous êtes du sanatorium «Le Communard» ?

Kortchaguine eut un mouvement d'impatience.

«D'où sort-elle, celle-là ?» C'est ça qu'on appelle du repos. Maintenant elle va sûrement me demander de quoi je souffre. Je vais être obligé de partir. Il répondit sans aménité :

- Non.

- Pourtant, je crois bien vous y avoir vu.

Pavel se levait déjà lorsqu'une voix de femme, bien timbrée, demanda :

- Qu'est-ce que tu es venue faire ici, Dora ?

Une jeune femme blonde, un peu boulotte, au teint bronzé, portant le vêtement de plage du sanatorium, s'assit sur le bras du fauteuil. Elle jeta un bref coup d'œil sur Kortchaguine.

- Je vous ai vu quelque part, camarade, vous ne travaillez pas à Kharkov ?

(à suivre)

Son «maire» est l'invité de Chirac

JERUSALEM SOUS L'OCCUPATION

«A défaut de chefs d'État, que Giscard intrigue pour lui soustraire, Chirac se met à recevoir des maires. Celui qu'il a choisi, en visite à Paris depuis deux jours, et qu'on pouvait voir mercredi à midi à la télévision, n'est pas n'importe lequel : le maire israélien de Jérusalem, Teddy Kollek. A l'entendre parler, on pouvait se demander pourquoi sa présence à Paris avait suscité la protestation des

ambassadeurs arabes ; ne s'agissait-il pas d'une visite «non politique» ? Et le pouvoir qu'il exerçait sur la ville considérée comme sainte par les trois grandes religions monothéistes n'étaient-ils pas des plus libéraux ?

L'histoire et l'actualité de la municipalité israélienne de Jérusalem viennent démentir sans rémission cette fausse image.

«Quand j'entends le mot sionisme, j'imagine un homme venant prendre ma maison et me chasser de mon pays».
(un chrétien arabe de Palestine)

Le partage par lequel, en 1948, l'État d'Israël s'était vu octroyer une partie du territoire de la Palestine était déjà, en lui-même, une négation des droits du peuple de ce pays, qui se trouvait par-là même chassé de ses terres et de ses foyers. A ce moment, la ville de Jérusalem avait été coupée en deux, une moi-

tié revenant à la Jordanie, sans que les habitants aient été d'ailleurs consultés sur cette décision. Au moins se trouvaient-ils encore sous administration arabe. Avec la guerre de juin 1967, c'est l'occupation par Israël de la ville tout entière, et la «Judaisation» qui commence pour la partie orientale de la ville. Dès le 28 juin, le décret d'annexion était publié. Depuis, les mesures n'ont fait que s'accumuler, malgré toutes les motions de l'ONU et de son organisme culturel, l'UNESCO, concerné du fait des nombreux sites archéologiques saccagés. Violence et contrainte, c'est une longue litanie qui s'égrène.

D'emblée, la ville est coupée des territoires arabes avoisinants — eux aussi occupés — par des postes militaires, de police et de douane établis sur toutes les routes. La municipalité régulièrement élue est révoquée. Les banques arabes sont fermées, et le cours obligatoire de la monnaie israélienne est établi. Les habitants sont «recensés», et tous ceux

Depuis 11 ans...

qui sont absents à ce moment-là (plus de 100 000 ont fui les combats et l'occupation) se voient dénier tout droit de résider à l'avenir dans la ville ; leurs biens sont confisqués. Les écoles publiques arabes existantes sont contraintes d'adopter les programmes israéliens. Devant leur refus, et le gonflement des

effectifs des écoles privées, non soumises à cette loi, celles-ci sont à leur tour soumises au contrôle israélien. Que ce soit sur le plan juridique, administratif, religieux, économique, culturel, le sionisme s'acharne à faire disparaître toute trace du caractère arabe de la ville. Il faut rajouter surtout,

à cet ensemble de mesures, les expropriations, destructions de maisons, menées systématiquement, et qui visent à chasser les habitants de la ville, en vue d'y installer des colons juifs : c'est le «grand Jérusalem», proclamé en dépit du droit international capital de l'État d'Israël. Prévu pour se réaliser au

cours d'une période de 50 ans, il en résulterait un accroissement de population de 900 000 personnes, en majorité des sionistes. C'est le plan qu'applique monsieur Kollek, hôte de Chirac, au prix du sang et des larmes des Palestiniens de Jérusalem.



«Oui, Jérusalem est et restera palestinienne» : manifestation de jeunes de la ville.



11 juin 67

En 1967, j'ai vu le «peuple élu» à l'œuvre dans Jérusalem. Il venait juste d'entrer et maniait déjà les bulldozers pour détruire les maisons qui se trouvaient à côté du Mur des Lamentations. Deux cent cinquante familles ont été chassées, rapidement, et la plupart n'ont même pas eu le temps de déménager leurs affaires. Les habitations de ces deux cent cinquante familles ont été rasées avec ce qu'il restait à l'intérieur. Les Juifs faisaient vite car leur grande fête religieuse approchait et ils voulaient l'utiliser pour unifier le peuple autour de leur Lieu Saint retrouvé. La joie des «retrouvailles» était si grande qu'ils semblaient insensibles aux drames qu'ils faisaient vivre à ces deux cent cinquante familles.

Pendant que les Bulls travaillaient, quelques Arabes cherchaient dans les décombres des affaires qu'ils n'avaient pas eu le temps de prendre.

J'é regardais faire un arabe qui déplaçait des poutres et des pierres devant moi. Il dégagait une entrée avec un escalier qui descendait et je vis un vieux réfrigérateur, un meuble : c'était la cuisine !

«Jusqu'à midi, aucun habitant arabe de Jérusalem n'avait pris part aux élections»

Le 29 juin 1967, l'armée israélienne dissout autoritairement la municipalité régulièrement élue de la partie orientale de Jérusalem. Deux ans plus tard, ont lieu les élections auxquelles le maire actuel, Teddy Kollek, actuellement à Paris, doit son poste. Voici comment.

«Les agences des différents ministères israéliens, et en particulier celles de la municipalité israélienne de Jérusalem, entreprirent une campagne auprès des Arabes pour les inciter à nommer leurs représentants et à participer, hommes comme femmes, aux élections municipales prévues pour le 28 octobre 1969. Mais les Arabes de Jérusalem accueillirent ces appels avec froideur et indifférence. Ils refusèrent de nommer qui que ce soit pour les représenter et décidèrent de boycotter ces élections. Cette attitude déçut vivement les autorités israéliennes, qui s'aperçurent ainsi qu'elles avaient bâti des «châteaux en Espagne». Lesdites autorités avaient, en effet, espéré un minimum de collaboration de la part de la population arabe pour pouvoir s'en servir comme d'un matériel de propagande, et ainsi, faire croire à l'opinion publique internationale que les Arabes et de Jérusalem consentaient à l'annexion de leur ville par Israël.

Comme les plans israéliens prévoyaient la participation arabe à ces élections, et cela de quelque façon qu'elle fût obtenue, les diverses agences isra-

éliennes — en particulier celles appartenant à la municipalité juive de Jérusalem — devinrent extrêmement actives. Elles menèrent une vaste campagne au sein de la communauté arabe de Jérusalem, de même qu'auprès des habitants des villages arabes voisins qui étaient rattachés administrativement à la ville, en s'adressant à toutes les couches sociales de ladite communauté. Elles offrirent des récompenses alléchantes à ceux qui participeraient aux élections et menacèrent ceux qui les boycotteraient.

Le journal «Ha'aretz» du 29 octobre 1969 publia une interview de M. Maron Benvenisti, directeur des Affaires sociales arabes de Jérusalem, qui déclarait en se vantant : «J'ai travaillé dur au cours de ces derniers mois : je me suis longtemps entretenu avec 120 Moukhtars et chefs de famille (Hamoulah). Finalement, j'ai réussi à persuader un grand nombre d'entre eux de participer aux élections.»

Par ailleurs, le journal «Yediot» du 31 octobre 1969 rapporta quelques unes des menaces et intimidations auxquelles avaient eu recours les fonctionnaires de la Muni-

cipalité israélienne et leurs adjoints. Le correspondant israélien de ce journal écrivait : «C'est ça la démocratie... C'est une farce, m'a déclaré dans un café, après les élections, un résident arabe de la Vieille Ville. Ce citoyen arabe exprimait, en quelques mots, l'opinion de quelque vingt personnes de tous âges avec lesquelles j'avais parlé le même jour, à savoir que la démocratie israélienne leur a été imposée.»

Et le correspondant poursuivait en écrivant : «Dans la matinée (le jour des élections) des rumeurs commencèrent à se propager, selon lesquelles quiconque n'aurait pas sa carte d'identité timbrée, indiquant qu'il était allé aux urnes, serait licencié de son travail et se verrait refuser l'autorisation de rendre visite à ses parents en Jordanie, voire même serait empêché de poursuivre la conduite de ses propres affaires.»

Mais, jusqu'à midi, aucun habitant arabe de Jérusalem n'avait pris part aux élections.

Perdant tout sang-froid, les membres de l'administration et de la police israéliennes commencèrent à ramasser les gens dans la rue, dans les maisons et dans les cafés, et les emmenèrent à bord de camions jusqu'aux locaux de vote. Le lendemain, les agences d'information israéliennes surprirent le

monde en annonçant que quelques 4 000 Arabes, sur un total de 37 000 électeurs potentiels, avaient voté.

Le 30 octobre, le journal Al Qods publiait une... «déclaration de Teddy Kollek, maire du secteur israélien de Jérusalem, aux termes de laquelle ce dernier démentait les rumeurs et accusations qui avaient commencé à se répandre dans la ville et qui prétendaient que la police israélienne et lui-même avaient conduit une campagne d'intimidation envers les Arabes de Jérusalem. Il niait avoir menacé quiconque s'abstiendrait de voter de le faire renvoyer de son travail, de lui refuser tout permis de voyage ou de lui occasionner des difficultés de quelque ordre que ce fût.

Pendant que Teddy Kollek réfutait les allégations qui l'accusaient lui et la police israélienne, son bras droit, Maron Benvenisti déclarait le 31 octobre 1969, au journal Yediot : «Les électeurs arabes ne se sont pas rendus aux urnes de leur plein gré. Il nous a fallu travailler dur et fermement des mois entiers pour parvenir à ce résultat».

(Extraits de La judaïsation de Jérusalem par Rouhi el-Khatib) (Ancien maire De Jérusalem)